NATIONS UNIES

CEDAW

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Distr.
GÉNÉRALE

CEDAW/SP/1998/3
11 janvier 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RÉUNION DES ÉTATS PARTIES À LA CONVENTION
SUR L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES FORMES
DE DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES FEMMES
Dixième session
New York, 17 février 1998
Point 5 de l'ordre du jour provisoire*

Élection, conformément aux paragraphes 4 et 5 de l'article 17 de la Convention, de 12 membres du Comité pour remplacer les membres dont le mandat arrive à expiration le 31 décembre 1998

Note du Secrétaire général

1. Conformément au paragraphe 4 de l'article 17 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le Secrétaire général convoquera la dixième réunion des États parties au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 17 février 1998. À cette date, les États parties procéderont à l'élection de 12 membres du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes à partir d'une liste de personnes désignées par les États parties pour remplacer celles dont le mandat arrive à expiration le 31 décembre 1998 (voir annexe I). Les noms des 11 autres membres qui continueront à siéger au Comité jusqu'au 31 décembre 2000 figurent à l'annexe II.

2. Conformément au paragraphe 3 de l'article 17 de la Convention, le Secrétaire général, par une note verbale en date du 9 octobre 1997, a invité les États parties à soumettre leurs nominations en vue de l'élection de 12 membres du Comité dans un délai de deux mois suivant la date de l'invitation. Le Secrétaire général a préparé la liste suivante, par ordre alphabétique, de toutes les personnes proposées au 15 décembre 1997, avec indication des États parties dont elles sont les candidates.

* CEDAW/SP/1998/1.

Noms des candidates	Proposées par
Charlotte Abaka	Ghana
Emna Aouij	Tunisie
Ivanka Corti	Italie
Feng Cui	Chine
Haydée Deutsch	Venezuela
Hansine Napwaniyo Donli	Nigéria
Miriam Estrada Castillo	Équateur
Naela Gabr	Égypte
Ana Isabel Garcia Quesada	Costa Rica
Savitri Wimalawathie Ellepola Goonesekere	Sri Lanka
Sunaryati Hartono	Indonésie
Rosalyn Hazelle	Saint-Kitts-et-Nevis
Rosario G. Manalo	Philippines
Miria Matembe	Ouganda
Mavivi Lillian Yvette Myakayaka-Manzini	Afrique du Sud
Ernest Njara	Madagascar
Mamosebi Theresia Pholo	Lesotho
Eugénie Nakpa Polo	Togo
Rokmeenee Narainamah Ramana Narayen	Maurice
Zelmira M. E. Regazzoli	Argentine
Carmel Shalev	Israël
Chikako Taya	Japon

3. Les curriculum vitae des candidates, tels qu'ils ont été communiqués par leurs gouvernements, figurent à l'annexe III.

Annexe I

LISTE DES 12 MEMBRES DU COMITÉ DONT LE MANDAT ARRIVE À EXPIRATION LE 31 DÉCEMBRE 1998

Nom des membres	Pays
Charlotte Abaka	Ghana
Emna Aouij	Tunisie
Tendai Ruth Bare	Zimbabwe
Désirée Patricia Bernard	Guyana
Miriam Estrada Castillo	Équateur
Ivanka Corti	Italie
Aurora Javate de Dios	Philippines
Sunaryati Hartono	Indonésie
Ginko Sato	Japon
Carmel Shalev	Israël
Lin Shangzhen	Chine
Mervat Tallawy	Égypte

Annexe II

LISTE DES 11 MEMBRES DU COMITÉ DONT LE MANDAT ARRIVE À EXPIRATION LE 31 DÉCEMBRE 2000

Nom des membres	Pays
Ayse Feride Acar	Turquie
Carlota Bustelo García del Real	Espagne
Silvia Cartwright	Nouvelle-Zélande
Yolanda Ferrer Gómez	Cuba
Aída González	Mexique
Salma Khan	Bangladesh
Yung-Chung Kim	Corée
Ahoua Ouedraogo	Burkina Faso
Anne Lise Ryel	Norvège
Hanna Beate Schöpp-Schilling	Allemagne
Kongit Sinegiorgis	Éthiopie

Annexe III

CURRICULUM VITAE DES CANDIDATES

[Original : anglais]

CHARLOTTE ABAKA

(Ghana)

Nom : Charlotte Charity ABAKA (née OBENG)

Date de naissance : 15 août 1941 (Ghana)

Nationalité : Ghanéenne

Formation

1955-1959	École secondaire Holy Child
1960-1965	Université de Marburg Lahn (Allemagne)
1965-1967	Université de Francfort-sur-le-Main (Allemagne)

Titre

Diplôme de chirurgien dentiste en février 1967

Expérience professionnelle

1967-1968	Assistante à la clinique dentaire du CHU de Francfort-sur-le-Main (Allemagne)
1968-1971	Chirurgien dentiste, exerçant dans une clinique privée de Nuremberg (Allemagne)
1971-1974	Chirurgien dentiste au Komfo Anokye Hospital de Kumasi (Ghana)
1974-1975	Chirurgien dentiste responsable de la polyclinique Manhyia de Kumasi (Ghana)
1976	Chirurgien dentiste à l'hôpital du district de Mampong (Ghana)
1976	Chirurgien dentiste responsable du Dunkwa Hospital (Ghana)
1977 à ce jour	Chirurgien dentiste exerçant à titre privé, responsable de la clinique dentaire ENEC à Kumasi

Expérience internationale

1989-1991	Présidente du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC) de la Commission économique pour l'Afrique (CEA)
Novembre 1989	Chef de la délégation du Ghana à la quatrième Conférence régionale CEA/OUA du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement à Abuja, Nigéria
Mai 1990	Onzième réunion du Comité régional africain de coordination (Tripoli)
Mai 1990	En qualité de Présidente du CRAC, participe au Comité technique préparatoire plénier de la CEA (Tripoli)
Octobre 1990	Membre de la délégation du Ghana à la Conférence des ministres du Commonwealth responsables des questions de la femme (Ottawa)
Octobre 1990	Atelier groupant les chefs des mécanismes nationaux des pays du Commonwealth (Ottawa)
1990	Élue membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
Décembre 1991	Membre de la délégation du Ghana au Forum international sur la santé (Accra)
Mars 1992	Chef de la délégation du Ghana à la trente-sixième session de la Commission de la condition de la femme (Vienne)
Juin 1992	Membre de la délégation du Ghana à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Rio de Janeiro)
Février 1994	Réélue membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
1994	Membre du Groupe d'experts internationaux chargé de rédiger un protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Maastricht)
Novembre 1994	Membre de la délégation officielle du Ghana à la cinquième Conférence régionale africaine sur les femmes à Dakar
Février 1995	Élue représentante de l'Afrique au sein du Groupe de travail mixte CEDAW/UNIFEM de cinq membres

Août/Septembre 1995	Membre de la délégation officielle du Ghana à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing)
Mars 1996	Membre de la délégation du Ghana à la quarantième session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU
Juillet 1996	Chef de la délégation du Ghana à la réunion en assemblée générale de l'Association des femmes ouest-africaines, organe de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)
Septembre 1996	Participe à la Table ronde organisée par l'Association médicale du Commonwealth sur la santé et les droits des femmes en matière de reproduction à Toronto
Décembre 1996	Participe à une Table ronde des représentants de tous les organismes de défense des droits de l'homme des Nations Unies et autres organismes compétents sur la santé et les droits des femmes en matière de reproduction
Mars 1997	Membre de la délégation du Ghana à la quarante et unième session de la Commission de la condition de la femme

Expérience nationale

1978-1984	Trésorière nationale du Conseil national catholique des laïcs
1978-1987	Membre de la Commission nationale catholique d'éthique
1978-1989	Membre de la Commission catholique nationale Justice et Paix
1980-1987	Présidente du Conseil d'administration du St. Louis Training College de Kumasi
1985 à ce jour	Présidente du Comité de gestion intérimaire de la polyclinique Manhyia
1985 à ce jour	Membre du Mouvement des femmes du 31 décembre, organisation non gouvernementale qui se consacre à l'égalité des femmes
1987-1989	Vice-Présidente du Conseil consultatif régional Ashanti
1989	Membre du Conseil d'administration de l'Institut technique de Kumasi
1990	Présidente du Conseil d'administration de l'École spéciale pour handicapés physiques et déficients mentaux de Kumasi

1989-1990	Présidente par intérim du Conseil national d'intégration des femmes au développement (Mécanisme national pour les femmes)
1990-avril 1993	Présidente du Conseil national pour l'intégration de la femme dans le développement
Novembre 1993	Membre du Conseil national pour l'intégration de la femme dans le développement
1996 à ce jour	Présidente du Sous-Comité national de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (organe indépendant chargé de surveiller l'application de la Convention et de la Plate-forme d'action de Beijing
1997	Interlocutrice pour le Ghana de la Commission de la condition de la femme

Conférences et publications

A donné des conférences et publié des articles sur les thèmes suivants :

La culture comme force unificatrice pour le développement national

La marche vers une participation populaire

Le rôle de la femme dans l'art contemporain du Ghana

Le Programme en vue d'un gouvernement constitutionnel : prise de conscience et participation de la jeunesse

Quelle est la situation juridique et sociale de la femme ghanéenne qui travaille dans une entreprise familiale?

La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Les femmes et l'environnement

La violence à l'égard des femmes, sa pertinence en ce qui concerne les femmes du Ghana

Discrimination à l'égard des femmes

La femme comme travailleuse

Le secteur non structuré — Problèmes posés aux réformes et aux programmes politiques

Le rôle des femmes chrétiennes dans le processus politique actuel

Les femmes et le secteur des assurances

Guide d'hygiène dentaire

La nécessité d'une parité entre les hommes et les femmes à tous les niveaux de la prise des décisions

Les droits fondamentaux des femmes comme droits de l'homme

Les droits de la femme et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Inégalité entre les hommes et les femmes dans l'exercice du pouvoir

Le rôle des femmes dans le développement de l'église et de la société

L'importance de l'enseignement professionnel des jeunes femmes

Le rôle des femmes musulmanes dans l'édification de la nation

La condition de la femme ghanéenne et les incidences de la Convention sur leur vie

Passe-temps

Horticulture, musique, marche, activités sociales au profit des déshérités et lecture

[Original : français]

EMMA AOUIJ

(Tunisie)

Date et lieu de naissance : 1er mai 1942 à Tunis

Nationalité : Tunisienne

Situation de famille : Mariée

Nombre d'enfants : Trois

Situation du conjoint : Président honoraire de société

Adresse et téléphone : 7, rue Haroun Errachid, Mutuelleville
TUNIS 1002
Téléphone : 785733/Télécopie : 797285

Activités académiques et diplômes obtenus

Études secondaires

Brevet du second cycle

Baccalauréats français et tunisien, 1962

Études supérieures

Licence en droit (Faculté de Tunis), 1966

Ancienne élève de l'École nationale d'administration

Études complémentaires : Diplôme du Centre national d'études judiciaires de Paris, 1966-1968

Activités professionnelles

Première femme magistrat de Tunisie

Date d'entrée au Ministère de la justice : 1968

Fonctions

1968	Juge d'enfants
	Juge au Statut personnel
1978	Conseillère près la Cour d'appel

1986	Direction des conventions internationales au Ministère de la justice
1989	Conseillère près la Cour de cassation

Responsabilités politiques

Député du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) à la Chambre des députés (avril 1989)

Membre de la Commission politique et des affaires étrangères du Parlement

Réunions du Conseil de l'International socialiste des femmes (ISF) : Représentant le Rassemblement constitutionnel démocratique et l'Union nationale des femmes de Tunisie (UNFT) à l'ISF (1989, 1990, 1991, 1992)

Membre de la "Commission d'évaluation et de développement des droits de la femme" créée à l'initiative du Chef de l'État pour proposer les réformes législatives nécessaires

Membre de la Commission parlementaire "Femme et développement" créée en vue d'étudier et de faire des propositions concrètes sur l'évolution de la situation de la femme à l'occasion de la préparation et de l'adoption du huitième plan de développement de la Tunisie

Présidente de la Commission femme au sein de la structure régionale Tunis-ville du RCD

Responsable au sein de la Fédération RCD (structure sous-régionale) de la formation des cadres RCD (1990-1991)

Membre du Conseil national de la femme et de la famille (décembre 1991)

Réélue député RCD (avril 1994) circonscription de Tunis-ville

Responsabilités internationales

Membre élu du Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en janvier 1990

Vice-Présidente de l'Internationale socialiste des femmes pour l'Afrique du Nord et représentant le RCD

Membre de la délégation officielle à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (Vienne, juin 1993) et intervenante au nom de la Tunisie à la Grande commission sur le thème : les moyens de renforcer la coopération internationale en matière des droits de l'homme

Réélue pour un deuxième mandat au Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et Vice-Présidente du Comité, pour l'Afrique (1994-1996)

Membre de la délégation officielle à la quatrième Conférence mondiale sur les droits des femmes (septembre 1995) et panéliste à deux réunions : CEDAW/UNESCO; CEDAW/UNICEF-Programme universel d'immunisation (PUI)

Membre de la délégation officielle à la Commission des droits de l'homme, Genève, avril 1996 et 1997

Représentant le Parlement à la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (Troisième Commission)

Activités associatives (organisations non gouvernementales)

Membre du Bureau exécutif de l'Union nationale des femmes de Tunisie (UNFT), organisation non gouvernementale du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD)

Déléguée régionale de l'UNFT du gouvernorat de Tunis

Présidente de la Commission des droits de la femme au sein du Bureau exécutif de l'UNFT

Création et Direction du Club de la femme au travail, espace de loisirs, de culture et d'encadrement de la femme au Centre de Tunis

Membre fondateur de l'Association Essalem (association à caractère social)

Membre du Bureau directeur de l'Union nationale de solidarité sociale

Initiatrice et coordonnatrice d'un réseau d'ONG de femmes tunisiennes en vue de la préparation de la Conférence mondiale sur les droits de la femme (Beijing, 1995)

Participation active aux séminaires internationaux

Congrès de la Fédération des femmes de carrière juridique MULPOC, Addis-Abeba et Tanger (avril 1986 et 1987)

Comité d'action pour la femme (IWRAW), Vienne (mars 1988)

Union interparlementaire, Genève (novembre 1989)

Conférence euro-arabe des parlementaires femmes sur les perspectives de paix au Moyen-Orient (Parlement européen, Bruxelles, 1er et 2 octobre 1991). Intervention sur le thème Le rôle de l'Europe dans la mise en oeuvre d'un règlement pacifique au Proche-Orient

Conférence internationale sur la violence conjugale, ONU, New York (janvier 1992)

Séminaire sur "La solidarité Femmes CEE Maghreb", Tunis (février 1992)

Intervention sur le thème "Émigration et développement humain"

Séminaires internationaux organisés par le RCD à l'occasion de la commémoration du 7 novembre 1987 (1988, 1989-1990 et 1991) avec intervention sur les thèmes choisis : Les défis du développement dans les nouvelles démocraties (extrémisme, fanatisme, discussions sociales)

Séminaire organisé par la Fondation Pablo Iglesias et intervention sur le thème Femmes espagnoles et femmes maghrébines

Réunion préparatoire à l'Année internationale de la famille organisée par l'ONU pour les pays d'Afrique et d'Asie centrale et intervention sur le thème Rôle de la famille en Afrique (Tunisie, 29 mars-2 avril 1993)

Études et recherches

Création, direction et rédaction du bulletin mensuel Échos de la femme

Divers écrits et articles de presse :

L'enfance délinquante

Le statut personnel

L'organisation féminine, l'éducation politique de la femme : portée des amendements d'août 992 en Tunisie

Études dans la collection "La Tunisie et les droits de l'homme", sur "les droits de la femme", publiée par l'Agence tunisienne de communication extérieure)

Initiatrice de l'Étude sur la violence conjugale en Tunisie

Auteur d'un support d'information sur les droits de la femme en Tunisie

Conférencière en formation internationale (plus de 23 responsables africains ont suivi les cours et programmes pour chaque session, décembre 1996 et mai 1997) sur le module juridique du thème "Genre, population et développement" organisé par le Centre de recherche, d'études, de documentation et d'information sur la femme — Ministère tunisien de la femme et de la famille (CREDIF), avec la contribution du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)

Connaissance des langues

Français, arabe, anglais

Décoration

Officier de l'Ordre de la République

[Original : anglais]

IVANKA CORTI

(Italie)

Diplôme de langue et de littérature françaises et de littérature anglaise

Doctorat de littérature française

Faculté de droit de La Sorbonne : biennium des études de droit

Diplôme d'histoire de l'art de l'École du Louvre (Paris)

Parle : italien, français, anglais, russe, serbe et croate

Élue au Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en 1987 et réélue en 1990 et en 1994

Nommée présidente du Comité pour la période 1993-1994

Réélue Présidente par acclamation pour la période 1995-1996

Membre depuis 1996 de la Commission du Premier Ministre italien chargée des droits de l'homme

Élue Présidente de la septième réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (septembre 1996)

Activités en Italie

En qualité de membre du Conseil exécutif du Parti social-démocrate italien, chargée de la politique internationale et de vice-présidente de l'Organisation des femmes du Parti, prend une part active aux travaux des importants comités italiens de défense des droits civils ci-après :

Comité pour l'adoption d'un nouveau code de la famille

Comité du référendum sur le droit au divorce

Comité en faveur d'une loi sur l'avortement pour combattre les avortements non médicalisés

Comité "Vers l'égalité" chargé de renforcer la présence des femmes dans les instances de prise de décisions des partis politiques

Membre de plusieurs ONG : Fédération nationale des femmes de carrières libérales et commerciales (affiliée à la Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales, FIFCLC); membre du Conseil d'administration de

l'Association italienne pour les femmes et le développement; membre fondatrice de l'Association italienne du droit des femmes à la santé et membre fondatrice de l'Association des femmes italiennes

Membre de la Commission consultative du Premier Ministre italien sur l'égalité entre les hommes et les femmes (1984-1994)

Activités internationales

Membre de la délégation officielle italienne à la Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes (Nairobi 1985)

Chef de la délégation italienne à la trente-sixième session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU

Représentante du Parti social démocrate italien au Bureau de l'Internationale Socialiste (1978-1992); membre du Bureau du Parti socialiste européen (1980-1992)

Vice-Présidente de l'Internationale socialiste des femmes (1980-1986)

A participé (1987-1992) à diverses conférences internationales consacrées aux droits fondamentaux des femmes, à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme dans plusieurs villes italiennes et étrangères (Bruxelles, Strasbourg, Paris, Stockholm, Vienne, Caracas, Sao Paulo, Dakar, Tunis)

Activités en tant que Présidente du Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

A représenté le Comité aux sessions de la Commission de la condition de la femme, en 1993, 1994, 1995 et 1996, et à la Troisième Commission de l'Assemblée générale en 1995 et 1996

A représenté le Comité à la réunion du Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (Genève, 1993)

A représenté le Comité à la Conférence des Nations Unies sur les droits de l'homme et au Forum des ONG (juin 1993)

Sur l'invitation de l'Association internationale des femmes magistrats, a participé à la célébration du centenaire du droit de suffrage des femmes à Wellington (Nouvelle-Zélande)

Sur l'invitation du Ministère japonais des affaires étrangères (1993), a donné plusieurs conférences à Tokyo, Osaka et Saitama et a prononcé le discours liminaire de la Conférence nationale pour la promotion de la femme — Vers l'an 2000 — (Tokyo)

A représenté le Comité à la session annuelle de la Commission des droits de l'homme (Genève, février 1994)

Sur l'invitation de l'Institut des femmes méditerranéennes, a participé à un séminaire consacré à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et à l'établissement des rapports des États parties à l'intention des représentants des pays d'Europe orientale (Bratislava, 1994)

Sur l'invitation du Comité directeur des droits de l'homme du Conseil de l'Europe, a tenu une audition sur la Convention, les travaux du CEDAW et les progrès enregistrés dans différents pays après la ratification (Strasbourg, 1994)

Sur l'invitation de quatre ONG internationales s'occupant des femmes réfugiées et les déplacées (SIGI, WMS, WID et LIFPL), a présidé le séminaire sur les réfugiées et déplacées en temps de guerre (Athènes, 1994)

A dispensé des cours au Centre de l'OIT à Turin sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et sur l'établissement des rapports des États parties à l'intention de participants venus d'Amérique latine et d'Afrique

A représenté le Comité à la Conférence mondiale sur la population et le développement et pris part à diverses manifestations organisées à l'occasion du Forum des ONG (Le Caire, 1994)

Sur l'invitation du Gouvernement argentin, a représenté le Comité à la Conférence nationale des femmes lors de la présentation officielle du rapport national établi pour la Conférence de Beijing (Buenos Aires). A participé à Santa Fé à la session des membres du groupe chargé d'élaborer une nouvelle Constitution nationale (Argentine, 1994)

A participé en tant qu'invitée d'honneur à la réunion régionale de haut niveau de la Commission économique pour l'Europe (CEE) (Vienne, octobre 1994)

À l'occasion de la Journée des droits de l'homme dédiée à la proclamation de la Décennie de l'enseignement des droits de l'homme, a participé avec le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à un séminaire sur l'importance de l'enseignement des droits de l'homme pour l'émergence d'une nouvelle culture en cette fin de siècle (New York, décembre 1994)

A participé au nom du Comité à la session préparatoire de la Commission de la condition de la femme pour la Conférence de Beijing (mars 1995)

A assisté à la première réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme avec le Secrétaire général de l'ONU (juin 1995)

Sur l'invitation de la préfecture de Saitama (Japon), a prononcé l'allocution principale de la Conférence des femmes responsables des affaires internationales intitulée "Conférence de Beijing sur les femmes – l'espoir d'une reconnaissance réelle des droits fondamentaux des femmes" (Saitama, juin 1995)

À la même occasion, sur l'invitation du Ministère japonais de la condition de la femme, a participé à la célébration du dixième anniversaire de la ratification par le Japon de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Tokyo, juin 1995)

A participé, lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Beijing, à plusieurs journées de réflexion sur la violence à l'égard des femmes en période de conflit armé, les femmes et la prise de décisions, la Convention et les femmes. A présenté avec le Haut Commissaire aux droits de l'homme et le Directeur général de l'UNESCO le document conjoint UNESCO/CEDAW — premier exemple de coopération agissant avec une institution spécialisée — intitulé "The Manifesto on gender inclusive culture through education", publié en sept langues

Sur l'invitation du Département de la condition de la femme de l'UNESCO, a participé à un séminaire sur la violence à l'égard des femmes organisé le 8 mars à l'occasion de la célébration de la Journée de la femme (Paris, mars 1996)

Sur l'invitation du Ministère français de la justice, a prononcé un discours sur la violence à l'égard des femmes : un phénomène mondial — diversités et similitudes (Paris, mars 1996)

Sur l'invitation de l'Organisation tunisienne "Femmes-mères", a participé à la Conférence internationale sur les droits de la mère et a fait un exposé sur les droits de la mère (Tunis, août 1996)

Élue Présidente de la septième réunion des présidents des organes créés en vertu d'instrument internationaux relatifs aux droits de l'homme (Genève, septembre 1996)

Sur l'invitation de l'UNICEF, a participé, à la première visite organisée conjointement sur le terrain par le Comité des droits de l'enfant et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (Le Caire, novembre 1996)

A prononcé l'allocution liminaire de la première réunion des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme, des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales, organisée à son initiative par le FNUAP sur le thème de la santé des femmes en tant que droit fondamental, l'accent étant mis en particulier sur les droits en matière de procréation et de sexualité (Glenn Cove, décembre 1996)

A participé aux 4e, 5e, 6e et 7e réunions des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme

En sa qualité de Présidente, a représenté, à la Commission des droits de l'homme, les organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme (Genève, avril 1997)

En cette même qualité, sur l'invitation du Haut Commissaire aux droits de l'homme, a participé à la quatrième réunion des rapporteurs spéciaux (représentants, experts et groupes de travail de la Commission des droits de l'homme) (Genève, mai 1997)

A dispensé, au Centre de l'OIT à Turin, deux cours sur la Convention à l'intention d'un groupe venu d'Amérique centrale et d'un groupe venu d'Afrique (juin 1997)

Sur l'invitation de la Commission internationale des juristes, a participé au séminaire national sur l'application interne des normes internationales, présenté et présidé le groupe de discussion sur la Convention (Rabat, octobre 1997)

Sur l'invitation du Japanese Association of International Women's Rights, a participé à la conférence nationale sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes — bilan et obstacles à son application, prononcé l'allocution principale et participé à une table ronde internationale sur l'intégration des droits fondamentaux des femmes au Japon, aux États-Unis et en Italie (Tokyo, 1997)

Publications

A publié l'ouvrage intitulé Tempo di crisi (Temps de crise) préfacé par Mario Soares, ancien Président du Portugal

A publié des études, des articles et des essais dans des journaux, magazines et des revues spécialisées, notamment sur les questions suivantes :

- "Les femmes : élément essentiel du développement" (Development)
- "Les femmes et les programmes d'aide au développement" (Development)
- "Complémentarité entre la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes" (Women in the World)
- "Comment lutter contre le chômage croissant des femmes" (The World Tomorrow)
- "Responsabilisation — une nouvelle stratégie en faveur des femmes pour le siècle prochain" (préface à La Mujer en el Mundo de Hoy, Madrid, Escuela Libre Editorial, 1996)
- "Partenariats pour l'avenir" (publication de la FIFCLC)
- "Peut-on parvenir à un développement durable sans tenir compte des sexospécificités à travers le monde?" (magazine Sud/Sud)
- "Beijing 1995 : Intégration des considérations liées aux sexospécificités et responsabilisation — nouveaux concepts pour des sociétés d'avenir" (International Affairs)

A accordé de nombreuses entrevues à des quotidiens et hebdomadaires italiens et étrangers

[Original : chinois]

FENG Cui

(Chine)

Date de naissance : Février 1940

Lieu de naissance : Henan (Chine)

Situation de famille : Mariée

Études supérieures

1958-1963	Institut des langues étrangères de Beijing
	Matière principale : relations internationales
1984-1987	Stage de formation international sur le désarmement tenu à Genève; stages de formation de l'OMPI sur la propriété intellectuelle

Expérience professionnelle

1996 à ce jour	Membre du Secrétariat et Directrice générale du Département de liaisons internationales de la Fédération des femmes de Chine
	Directrice adjointe du bureau administratif du Comité de travail sur les femmes et les enfants du Conseil des affaires d'État
	Membre du Comité permanent de l'Association chinoise pour les études sur les droits de l'homme
1991-1996	Conseillère à la Mission permanente de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies, chargée des questions relatives au Conseil économique et social
1989-1991	Chef de Division du Bureau chargé des affaires relatives à Hong-kong et à Macao du Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine
1984-1988	Premier Secrétaire de la Mission permanente de la Chine auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, chargée des institutions spécialisées, de la Croix-Rouge, des ONG, etc.
1983, janvier-octobre	Traductrice à l'Office des Nations Unies à Genève

1980-1982	Fonctionnaire au Département des organisations et des conférences internationales du Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine
1978-1980	Fonctionnaire au Département de l'information du Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine
1975-1978	Fonctionnaire à l'Office national du tourisme chinois
1963-1975	Fonctionnaire au Département des organisations et des conférences internationales du Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine

Participation à certaines grandes conférences et manifestations internationales

1997	Chef de la délégation chinoise à la quarante et unième session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU
	Observateur de la Fédération des femmes de Chine à la cinquante-troisième session de la Commission des droits de l'homme
1996	Chef de la délégation des femmes chinoises à la célébration du premier anniversaire de la Conférence mondiale sur les femmes
1995	Représentante adjointe de la délégation chinoise au Sommet mondial pour le développement social de Copenhague
	Membre de la délégation chinoise à la Réunion des États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
	Membre de la délégation chinoise à la session du Comité chargé des organisations non gouvernementales
	Membre de la délégation chinoise à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
	Expert délégué au Séminaire consacré au rôle joué par la société civile dans le suivi du Sommet pour le développement social organisé par le Secrétariat de l'ONU
1994	Représentant suppléant de la délégation chinoise à la Réunion des États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

	Représentant suppléant de la délégation chinoise à la trente-huitième session de la Commission de la condition de la femme
	Représentant suppléant de la délégation chinoise au Conseil économique et social
	Représentant suppléant de la délégation chinoise à la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies
1993	Représentant de la délégation chinoise à la Réunion des États parties à la Convention relative aux droits de l'enfant
	Représentant suppléant de la délégation chinoise à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme tenue à Vienne
	Représentant suppléant de la délégation chinoise au Conseil économique et social
	Représentant suppléant de la délégation chinoise à la quarante-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies
1992	Représentant suppléant de la délégation chinoise à la réunion des États parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale
	Représentant suppléant de la délégation chinoise à la quarante-huitième session de la Commission des droits de l'homme
	Représentant suppléant de la délégation chinoise à la réunion des États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
	Représentant suppléant de la délégation chinoise au Conseil économique et social
	Représentant suppléant de la délégation chinoise à la quarante-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies
	Représentant suppléant de la délégation chinoise à la réunion des États parties à la Convention relative aux droits de l'enfant

1991	Conseillère de la délégation chinoise à la quarante-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies
1990-1991	Conseillère de la délégation chinoise aux treizième et quatorzième réunions du Groupe de liaison mixte Chine-Royaume-Uni
	Expert délégué aux réunions d'experts sur les questions de défense et sur la question de la création de la Cour de dernière instance de Hong-kong
1984-1988	Conseillère de la délégation chinoise aux conférences de l'OIT, de l'OMM, de l'OMS, de l'OMPI, de l'UIT, de la Croix-Rouge, etc.
1981	Conseillère de la délégation chinoise à la Conférence internationale sur le Cambodge tenue à New York
1980	Conseillère de la délégation chinoise à la trente-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies

[Original : anglais]

HAYDEE DEUTSCH

(Venezuela)

Avocate diplômée de l'Université centrale du Venezuela 1970-1976

Études sociales de troisième cycle 1977-1979. Spécialiste des questions syndicales

Consultante dans le domaine de la prévention et du règlement des conflits sociaux et des actions y relatives

Chargée de cours de deuxième et de troisième cycles à l'Université Andrés Bello-UCAB et à l'Université centrale du Venezuela depuis 1984

Directrice de thèse

1985	Position de l'Union centrale des travailleurs vénézuéliens sur les hausses de salaires
1987	Position des syndicats vis-à-vis de la loi fondamentale sur la prévention des effets écologiques tel qu'envisagée dans le code du travail
1988	Travaux sur l'avant-projet de loi organique du travail
1989	Étude des avantages socioéconomiques accordés aux travailleurs dans le projet de loi fondamentale du 11 août 1988 et des modifications qui y ont été apportées jusqu'en juin 1989
Mars 1991	Évolution de la participation des femmes à la vie syndicale. Étude descriptive et comparative au niveau de l'encadrement de la Confederación de trabajadores de Venezuela (CTV), de la Central unica de los trabajadores de Venezuela (CUTV) et la Confederación de sindicatos autonomos (CODESA). Le modèle syndical de la CODESA à partir de son cinquième congrès national tenu en mars 1991
1991	La protection sociale des fonctionnaires vénézuéliens, notamment les agents du Ministère de l'éducation
1994	La protection de la maternité dans la législation sur le travail au Venezuela, nouveautés apportées par la loi fondamentale du travail en vigueur. Acceptation de la flexibilité externe des relations professionnelles par les travailleurs indépendants. Investissement, stratégie et opinion publique

1996 Modèle théorique (IPPCN, cas MARAVEN). Privatisation, partenariats et avantages économiques pour les travailleurs. Conditions de travail et relations professionnelles des musiciens membres de l'Association musicale du district fédéral et de l'État de Miranda. Négociations concernant le régime de sécurité sociale au Venezuela (1989-1996). Théorie de Walton Mckersie. A également pris part en tant que membre du jury aux soutenances de thèse d'étudiants du deuxième et du troisième cycles universitaires

Possède une vaste expérience dans le domaine apostolique, à des degrés de responsabilité divers. Présidente des jeunesses ouvrières catholiques féminines

1964-1969, membre de la Confédération des syndicats autonomes du Venezuela, oeuvre à la promotion et à l'organisation de syndicats, à la négociation de conventions collectives et plus particulièrement à la formation syndicale; prend part aux discussions en vue de la formation de la Section des couturières à domicile du Syndicat EFESIN, défend le programme national de formation pour l'intégration des femmes aux instances de décision syndicales.

En 1981, élue Secrétaire générale de la CODESA, élection historique au Venezuela et en Amérique latine et réélue de 1985 à 1990, date à laquelle elle est élue Présidente nationale de cette confédération; exerce ses fonctions jusqu'au mois de mai 1996. Membre du Conseil exécutif du Syndicat de l'éducation du district fédéral, Secrétaire générale de la Fédération nationale des syndicats autonomes de l'éducation du Venezuela (FENASATREV) et Présidente nationale de la Fédération jusqu'en 1996

1970-1973, membre de l'équipe d'évaluation du Ministère du travail chargée d'étudier le travail des femmes et des mineures

1984 à 1989, députée nationale (suppléante) et membre de la Commission bicamérale spéciale du Congrès qui a proposé l'article VI de la loi du travail en vigueur relatif à la protection de la maternité et de la famille dans le Code du travail

1989, membre de la Commission consultative politique nationale du Ministère des affaires familiales, conférencière, arbitre, participant à l'occasion de manifestations diverses consacrées au syndicalisme et à la femme au travail. Entrevues accordées à divers médias (presse, radio et télévision)

Dans l'exercice des fonctions susmentionnées en sa qualité de responsable des affaires internationales, a participé à diverses activités et aux travaux d'organisations importantes parmi lesquelles l'Organisation internationale du Travail (OIT), où, de 1983 à 1985, elle a assisté aux conférences annuelles tenues à Genève (Suisse) dans le cadre des groupes de travail 70a, 71a, 72a, 73a, 74a, 75a, 76a, 77a, 78a, 79a, 80a, 81a, 82a et en 1996, du Groupe de travail 83a. A également participé aux conférences régionales I et II tenues au Venezuela et à des séminaires sur le cadre de travail, le travail des enfants et les normes internationales

À partir de 1983, a participé au processus d'intégration de la région andine : Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou, Venezuela, par l'intermédiaire du secrétariat du Conseil de l'Accord de Carthagène (JUNAC). Cofondatrice du Conseil d'autogestion de l'Amérique latine et des Caraïbes, du Conseil ouvrier andin-CLA dont elle a assuré la vice-présidence et de la Section andine de l'Institut du travail andin dont elle a été la Directrice pour le Venezuela jusqu'en 1996; a participé aux manifestations organisées par les pays andins, notamment à l'élaboration du chapitre relatif aux droits de la femme de la Charte sociale andine

Activités internationales menées en faveur de la femme, 1964-1996

Conférence mondiale des organisations féminines d'action catholique : séminaire des jeunes travailleuses d'Amérique latine (Quito)

Séminaire latino-américain sur les problèmes de la femme au travail. Conférence mondiale de travailleuses (Milan); Conseil mondial des travailleuses (Bruxelles)

Séminaire sur le travail et la culture (Bagdad); Conférence régionale sur la participation de la femme au développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CEPALC)

Séminaire sur les conditions de travail et la santé des travailleuses (Montréal)

Réunion d'évaluation de la Décennie des Nations Unies pour la femme (La Havane, Cuba)

Rencontre régionale d'organisations gouvernementales et non gouvernementales qui oeuvrent en faveur de la femme en Amérique latine (UNICEF)

Congrès international consacré au thème "La femme et le cinquième centenaire-rencontre des deux mondes 1492-1992

Activités menées au niveau national (1996)

Première réunion consultative sur le travail des femmes et des mineurs; premier Séminaire-conférence de travailleuses et premier et deuxième Congrès vénézuéliens féminins; première Journée sur le travail et la productivité de la main-d'oeuvre féminine

Atelier national sur la famille vénézuélienne, Forum "Les femmes entrent en scène". Réunion consacrée aux stratégies et aux rôles des deux sexes. Quarantième anniversaire de l'acquisition de droits politiques constitutionnels pour la femme vénézuélienne. Forum : Stratégies de lutte contre la pauvreté. Table ronde : Situation et perspectives des femmes quant à leur rôle directeur dans le mouvement syndical et corporatif. Forum : Les femmes au XXe siècle

Conseillère de la Commission du Congrès chargée de l'élaboration de la loi sur l'égalité des chances entre l'homme et la femme. Table ronde sur les femmes dirigeantes syndicales : Situation et perspectives dans le mouvement syndical

Journée d'études sur la formation de la femme en vue des mutations profondes à venir : Expansion et démocratisation de l'emploi. Première Conférence nationale pour la prévention contre les grossesses précoces

Activités internationales et nationales menées dans les domaines syndical, ecclésiastique et professionnel (1964-1996)

Cours, séminaires, forums, conférences, colloques et réunions internationales

Mouvement des travailleurs et des églises. Syndicalisme mondial et développement (Belgrade). Congrès de la CMT sur la sécurité sociale, l'éducation et la culture (Manille)

Journée internationale du travail (Managua). Participation populaire/ONU (Ljubljana)

Conférence interaméricaine des ministres du travail (Saint-Domingue)

Techniques syndicales concernant le droit du travail (Buenos Aires)

Congrès de la Fédération syndicale mondiale (Moscou/Berlin)

Droits et libertés des travailleurs face au libéralisme (La Havane). Programme de solidarité (Mexique)

Évaluation des politiques dans les Caraïbes (Venezuela)

La démocratie au Venezuela et en Amérique latine. Congrès interaméricain du ministère public. Relations de travail (Venezuela)

Cours, séminaires, forums et conférences au Venezuela

Instructeurs du mouvement syndical. Action sociale politique des chrétiens/Promotion apostolique/Doctrine sociale de l'Église/La vie et le travail/Rencontre avec le pape Jean-Paul II. Les bâtisseurs de la société. Coopérativisme. Problèmes historiques et contemporains du Mouvement ouvrier/Les syndicats lors de la consultation électorale de 1988). Stratégies sociales, travail et chômage, gestion efficace et gestion de qualité

Philosophie d'E. W. Deming. Art des négociations collectives. Autres solutions pour lutter contre la pauvreté. La sécurité sociale et prestations sociales, protection sociale dans les organisations industrielles et les ressources humaines. À l'occasion de la plupart des activités susmentionnées, a joué un rôle de promotion, d'organisation, de coordination, de proposition ou est intervenue en qualité de conférencière ou de rapporteur

[Original : anglais]

HANSINE NAPWANIYO DONLI (NÉE ALEYIDEINO)

(Nigéria)

Situation de famille : Mariée, quatre enfants

Établissements d'enseignement fréquentés

Université Ahmadu Bello (Zaria) 1981-1983

Faculté de droit du Nigéria (Lagos) 1973-1974

Université Ahmadu Bello 1968-1973

École normale des femmes 1962-1967

Anglican Girls School (Kaduna) 1959-1961

St. Michael's School (Kaduna) 1956-1958

Qualifications

Cours de maîtrise en droit (Procédure pénale et droit islamique de la famille), 1983

Licence en droit, Université Ahmadu Bello (Zaria), 1973

Inscription au Barreau nigérian, 1974

Diplôme d'études de droit, 1970

Certificat d'aptitude à l'enseignement primaire, 1967

Certificat de fin d'études secondaires, 1961

Expérience professionnelle

Charge actuelle

Juge à la Cour suprême de Kaduna, 1987 à ce jour

Fonctions antérieures

Présidente du Tribunal chargé des affaires relatives aux émeutes religieuses de Kafanchan dans l'État de Kaduna, 1987

Présidente du Tribunal des délits divers de la région de Kaduna, 1989-1994

Procureur général de l'État de Kaduna, 1984-1987

Magistrat principal, Catégorie II, 1978-1981

Magistrat, Catégorie I, 1977-1978

Procureur public du Ministère de la justice, État de Kaduna, 1975-1977

Conférences internationales suivies en qualité d'Attorney-General et de Juge de la Cour suprême

Sixième Conférence sur le droit du Commonwealth (Lagos), 1983

Conférence sur la paix par le droit, Berlin, 1985

Conférence sur le droit international, Ocho Rios (Jamaïque), septembre 1986

Conférence sur le droit international, New York, septembre 1986

Conférence sur la paix par le droit, Séoul, septembre 1987

Conférence sur la paix par le droit (Espagne), 1991

Conférence internationale sur la réforme de l'administration de la preuve, Vancouver, août 1992

Réunion internationale de pénalistes, Portland (Oregon) (États-Unis), mars 1994

Réunion de pénalistes sur l'utilisation de sanctions pénales pour la protection de l'environnement aux niveaux international, régional et national, Portland, Oregon (États-Unis), 1994

Conférences nationales suivies en qualité d'Attorney-General

Conférence de l'Association internationale du Barreau, Lagos, 1985

Réunion de travail de la Commission chargée de la réforme du droit nigérian sur les lois d'application générale antérieures à 1900, Lagos, 1986

Conférence nationale de l'Association nigériane du Barreau, Port Harcourt, 1985

Conférence nationale de l'Association nigériane du Barreau, Jos, 1980

Conférence annuelle de l'Association des magistrats de l'État de Kaduna, Zaria, 1981

Conférence annuelle de l'Association des magistrats nigérians, Bauchi, 1983

Communications présentées à des conférences

"Conséquences sociojuridiques de la maltraitance", Conférence nationale sur le renforcement des mesures de protection des femmes et des enfants, Owerri (Nigéria), 24 octobre 1989

Atelier sur l'harmonisation des règles de procédure — jugement et exécution, 1992

"L'enfant au regard du droit pénal", 6-8 août 1991. Nike Lake Resort Hotel, Enugu

Communication sur l'abus des drogues présentée à la troisième Semaine pharmaceutique de l'Association nigériane des pharmaciens (PSN), 1989

Communication sur les questions relatives à la propriété foncière présentée à des séminaires et des conférences tenus à l'intention de magistrats et de juges de tribunaux locaux, 1990, Kaduna

"La sanction pénale au service de la protection de l'environnement aux niveaux international, national et régional", Kaduna, 6 novembre 1996

"Testaments et statut de la femme : droit positif et jurisprudence"

Cette communication traite, entre autres, du rôle dévolu aux femmes et de l'alinéa 3 de l'article 18 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples qui stipule ce qui suit : "L'État a le devoir d'assurer la protection des droits de la femme et de l'enfant tels que stipulés dans les déclarations et conventions internationales". Elle porte également sur les thèmes suivants :

- Le mariage légal et ses conséquences juridiques en matière d'héritage
- L'observance de coutumes condamnables dans le cadre des rites de deuil imposés aux femmes
- Les testaments et la disposition par testament des biens du défunt
- Formes et nécessité des testaments
- La femme, la fille et le droit islamique de la succession
- Les testaments et leur interprétation par les tribunaux

Communications sur le Programme d'aide familiale et sur la gestion du Programme de développement économique de la famille :

- L'action de la Première Dame du Nigéria en faveur de la protection des masses populaires par le biais du Programme d'aide familiale et du Programme de développement économique de la famille
- Perspectives d'avenir du Programme de développement économique de la famille

- Situation et droits de l'enfant et de la famille au titre de ces programmes

- Questions concernant les femmes : égalité et émancipation

- Protection de l'enfance et développement de la jeunesse : activités de l'UNICEF

- Programme d'aide familiale, Programme de développement économique de la famille et les femmes dans le développement

Titres honorifiques

Médaille d'honneur décernée par le Réseau africain pour la prévention et la protection contre l'abus et la négligence de l'enfant (RAPPANE) le 27 novembre 1996 pour le rôle joué en tant que défenseur des droits de l'enfant

Médaille d'honneur décernée par les étudiants en droit de l'Université Usman Dan Fodio, Sokoto (Nigéria), 1990

Associations

Membre de l'Association pour la réforme du droit pénal — Association internationale, non gouvernementale de juges, de législateurs, d'universitaires et de fonctionnaires qui, ensemble, oeuvrent activement à l'amélioration du droit pénal et à l'administration de la justice pénale aux niveaux national et international. (L'Association participe en tant qu'organisation professionnelle aux travaux du Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale.)

Postes occupés au sein d'associations

Présidente de l'Association des magistrats nigérians, section de l'État de Kaduna, 1981-1983

Secrétaire de l'Association nationale des femmes juges, Nigéria, depuis 1997

[Original : espagnol]

MIRIAM ESTRADA CASTILLO

(Équateur)

Date de naissance : 29 juin 1950

Lieu de naissance : Guayaquil

État civil : Divorcée

Connaissances linguistiques : Espagnol et anglais (écrit et oral)

Études

Études primaires

Collège privé du Sacré-Coeur de Guayaquil

Études secondaires

Collège privé américain de Guayaquil

Études supérieures

Faculté de droit et des sciences sociales et politiques de l'Université de Guayaquil

Diplômes

Licence en sciences sociales et politiques

Diplôme d'avocat

Doctorat en droit

Expérience professionnelle

Avocate depuis 1977

Fonctions exercées

Présidente du Tribunal national pour enfants, Ministère de la protection sociale

Sous-Secrétaire d'État à la protection sociale, Ministère de la protection sociale

Directrice nationale chargée de la protection des mineurs, Ministère de la protection sociale

Membre de la Commission juridique du Conseil national des mineurs, Ministère de la protection sociale

Fondatrice et directrice régionale du Département technique des adoptions, Ministère de la protection sociale

Fondatrice et directrice du Bureau juridique de la faculté de droit et des sciences sociales et politiques de l'Université de Guayaquil

Fondatrice et organisatrice du Département technique des adoptions du littoral, Ministère de la protection sociale

Présidente du premier Tribunal pour enfants du Guayas

Coordonnatrice générale des affaires culturelles à l'Université de Guayaquil

Avocate de la société des auteurs et compositeurs

Secrétaire juridique de la faculté de droit de l'Université de Guayaquil

Juge principal du premier tribunal provincial du Guayas

Fonctions exercées en qualité de conseillère

Conseillère générale en matière de politique sociale auprès de la Présidence du Congrès national

Conseillère permanente auprès de la Commission de la femme, de l'enfant et de la famille du Congrès national

Conseillère juridique de l'Inspecteur général des finances

Conseillère juridique auprès du Ministre de l'énergie et des mines

Conseillère auprès du Conseil national des mineurs au Ministère de la protection sociale

Conseillère auprès de la Direction nationale de la protection des mineurs au Ministère de la protection sociale

Conseillère juridique aux politiques sociales au Ministère de la protection sociale

Conseillère dans le domaine de l'enseignement des droits de l'homme à la faculté de droit de l'Université catholique de Guayaquil

Conseillère dans le domaine des politiques concernant les mineurs et les femmes au Sous-Secrétariat à la protection sociale

Conseillère dans le domaine des politiques concernant l'adoption et la réinsertion des mineurs

Directrice de la Direction nationale de la protection des mineurs

Conseillère auprès de la Direction générale de la police lors de la création de Direction de la défense des mineurs et de la répression des mauvais traitements et des sévices infligés aux mineurs

Conseillère honoraire auprès de la Commission de la femme, de l'enfant et de la famille

Conseillère du Forum des organisations non gouvernementales oeuvrant en faveur de l'enfance et de l'adolescence en Équateur

Conseillère auprès du Forum national permanent de la femme équatorienne

Conseillère auprès de l'Association équatorienne des femmes magistrats

Conseillère auprès du Front équatorien uni des femmes

Activités menées en qualité d'expert

Rédaction du nouveau code pénal applicable aux mineurs et refonte de la législation correspondante (Gouvernement équatorien/UNICEF)

Refonte du statut juridique des mineurs internés dans les institutions publiques, Ministère de la protection sociale et Fondation développement et autogestion

Fourniture de conseils concernant le transfert de l'administration de la justice des mineurs au Ministère de la justice, dans le cadre du programme de modernisation de l'administration de la justice équatorienne (Présidence de la Cour suprême de justice/UNICEF)

Création de la Direction nationale de défense des mineurs et de la brigade des mineurs au sein de la police nationale

Rédaction du premier code équatorien de la famille

Enseignement

Professeur de philosophie du droit à la faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Guayaquil

Professeur principal de philosophie générale à la faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Guayaquil

Fonctions officielles diverses

Membre du Conseil directeur de la faculté de droit et des sciences sociales et politiques de l'Université de Guayaquil pendant trois années universitaires

Membre de la Commission culturelle du barreau du Guayas, de 1983 à 1985

Membre de la Commission de la protection et de la défense juridique des mineurs du barreau du Guayas, de 1985 à 1987

Membre de la Section des sciences juridiques de la Maison de la culture du Guayas, de 1979 à ce jour

Membre du Conseil des mineurs jusqu'en 1995

Membre du Conseil national de la population, 1993

Fonctions exercées à l'échelle internationale

Organisation des Nations Unies : expert spécialiste des questions politiques et du droit concernant la femme auprès du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (Vice-Présidente du Comité)

UNICEF : spécialiste des mineurs pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes

Conférence de La Haye pour le droit international privé : Secrétaire du Bureau permanent de rédaction des traités internationaux relatifs aux femmes, aux mineurs et à la famille

Organisation des Nations Unies : membre du Comité préparatoire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes

Organisation des Nations Unies : membre du Comité chargé d'organiser la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme

Rédactrice du programme général d'éducation des mineurs dans le domaine des droits de l'homme pour l'Amérique latine, élaboré par l'UNICEF (New York)

Conférence de La Haye pour le droit international privé : secrétariat des conventions relatives à l'adoption et à l'enlèvement de mineurs

Titres universitaires

Prix de l'Université de Guayaquil récompensant la meilleure thèse de doctorat (décerné à la candidate pour sa contribution au droit)

Prix "Contenta" de l'Université de Guayaquil

Prix de la Société philanthropique du Guayas (Collège de l'Université)

Diplôme d'honneur du Conseil d'administration de la faculté de droit et des sciences sociales et politiques de l'Université de Guayaquil, sanctionnant six années d'études

Diplôme d'honneur décerné au major du Collège américain de Guayaquil

Activités journalistiques

Troisième chaîne de télévision : émission hebdomadaire d'une demi-heure consacrée à l'analyse de la situation sociale du pays

Chroniqueuse au journal El Universo

Publications

La situación de los niños en Latinoamérica (La situation des enfants en Amérique latine) (éditions Amsterdam, 1994)

Hacia la reivindicación integral de los menores ecuatorianos (Pour une réinsertion intégrale des mineurs équatoriens) (Buenos Aires, 1996)

Derechos y arte: estudios y comentarios sobre la ley de derechos de actor en El Ecuador (Droit et art : études et commentaires sur le statut des acteurs en Équateur)

Las víctimas de la revolución silenciosa (Les victimes de la révolution silencieuse) (en cours d'édition)

Por el futuro, ahora (Travaillons dès aujourd'hui à l'avenir) (inédit)

Tratado general de deerecho de menores (Étude générale du statut des mineurs) (inédit)

[Original : anglais]

NAELA GABR

(Égypte)

Fonction actuelle

Vice-Ministre adjointe aux droits de l'homme et aux affaires sociales (Ministère égyptien des affaires étrangères), depuis septembre 1992

Fonctions antérieures

1988-1992	Conseillère à la Mission permanente de l'Égypte auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
1985-1988	Membre du Cabinet de M. Ossama El-Baz, Premier Sous-Secrétaire aux affaires étrangères et Directeur du Cabinet politique du Président de la République
1980-1985	Membre du Cabinet de M. El-Baz
1973	Attachée de mission au Ministère des affaires étrangères

Activités et expérience professionnelles

Préparatifs de fond aux niveaux national et international (y compris la rédaction de rapports nationaux) des rencontres mondiales ci-après, en coordination avec les autorités et ONG compétentes :

- Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles, Yokohama (Japon), mai 1994
- Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, mars 1995
- Neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Le Caire, avril 1995
- Année internationale de la famille, 1994

Membre des délégations égyptiennes, aux conférences internationales et aux sessions des organes ci-après

Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, septembre 1995

Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, mars 1995

Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Vienne, juin 1993

Commission des droits de l'homme de l'ONU, Genève, 1988-1992 et 1995-1997

Sous-Commission de la Commission des droits de l'homme pour la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités, Genève, 1988-1992

Représentante de l'Égypte, participation aux travaux de groupes de réflexion et auteur des communications lors des conférences ci-après

Conférence internationale sur le développement social et la pauvreté, Mexico, septembre 1993

Conférence sur les femmes en Europe et dans le bassin méditerranéen, Maroc, mai 1994

Conférence sur le terrorisme et la région de l'Atlantique, Bruxelles, avril 1997

Forum Asie/Afrique sur l'émancipation économique des femmes, Bangkok, juillet 1997

Responsable des activités de coopération avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Bureau du Coordonnateur des secours d'urgence du Secrétariat de l'ONU, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme

Interlocutrice pour les questions relatives aux femmes, aux enfants et au développement social au Ministère égyptien des affaires étrangères

Chargée, en coopération avec diverses autorités, de l'établissement des rapports périodiques que l'Égypte doit soumettre aux six organes créés en vertu d'instruments internationaux, à savoir :

- Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
- Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale
- La Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants
- Le Comité des droits de l'enfant
- Le Comité des droits de l'homme (droits civils et politiques)
- Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels

Études

1980 Licence de sciences politiques (relations internationales) sous la supervision de M. Boutros-Ghali, Université du Caire

1977 Licence ès lettres (littérature française), Université de Brno (Tchécoslovaquie)

1971 Licence de sciences politiques, Université du Caire

[Original : anglais]

ANA ISABEL GARCIA QUESADA

(Costa Rica)

Données personnelles

Lieu de naissance : San José (Costa Rica)

Date de naissance : 8 octobre 1960

Connaissances linguistiques : Espagnol, anglais, allemand

Adresse personnelle : Boîte postale 74-2015, San José (Costa Rica)

Numéro de téléphone : (506) 234-1033

Formation universitaire

Licence en sciences de la communication, option journalisme, Université du Costa Rica (1978-1982)

Magistère en communication, Université des Nations Unies pour la paix (1986-1987)

Maîtrise en sociologie (MSc), Programme centraméricain d'études universitaires supérieures en sociologie, Université du Costa Rica (1991-1994)

Expérience professionnelle

Depuis mai 1994	Directrice exécutive du Mécanisme national de promotion de la femme, Centre national pour le développement de la femme et de la famille (CMF)
Mai 1986-mai 1998	Coordonnatrice générale du réseau des organisations gouvernementales et des mécanismes nationaux de promotion de la femme en Amérique latine et dans les Caraïbes
Janvier-mai 1994	Interlocutrice d'UNIFEM pour le Costa Rica
Février 1993-mai 1994	Coordonnatrice du projet sous-régional d'UNIFEM, intitulé "Appui aux activités menées avec la participation des femmes dans le cadre de la Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale (CIREFCA)", en coordination avec le Groupe d'appui conjoint Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)/ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de la Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale (CIREFCA) dans sept pays : Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique et Nicaragua

Juin 1991-juin 1992	Chargée de recherche par le Gouvernement costa-ricien dans le cadre d'un projet sous-régional conjoint Organisation panaméricaine de la santé (OPS)/Organisation mondiale de la santé (OMS), intitulé "L'état de santé des femmes d'Amérique centrale au début des années 90 : perspective sexospécifique", ainsi que d'un programme sous-régional concernant les femmes, la santé et le développement
Mai 1990-décembre 1992	Coordonnatrice sous-régionale d'un projet de recherche mené par la Faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO) sous le parrainage de l'Institut espagnol pour les femmes, intitulé "Les femmes d'Amérique latine : Chiffres" et intéressant les neuf pays suivants : Costa Rica (chef de file), Cuba, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama et République dominicaine
Septembre 1988-décembre 1989	Coordonnatrice générale d'un projet de recherche sous-régional de la FLACSO intitulé "Les femmes d'Amérique centrale face à la crise, à la guerre et au processus de paix", intéressant cinq pays (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua), mené conjointement par la FLACSO, le Conseil universitaire supérieur de l'Amérique centrale et l'Université des Nations Unies pour la paix et parrainé par le Gouvernement norvégien
Août 1988-décembre 1989	Coordonnatrice des recherches concernant les femmes et la paix menées par l'Université pour la paix
Août 1987-août 1988	Chargée de recherche par la FLACSO, le Conseil universitaire supérieur de l'Amérique centrale et de l'Université pour la paix, dans le cadre d'un projet sous-régional conjoint intitulé "Suivi de l'Accord Esquipulas II", concernant cinq pays (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua)
Juin-juillet 1987	Assistante du Conseiller auprès du Vice-Chancelier de l'Université pour la paix
Février-mai 1987	Directrice des relations publiques à l'Université pour la paix
Janvier 1982-janvier 1983	Assistante du Directeur du Centre latino-américain de démographie (CELADE), Fondation allemande Friedrich Ebert (antenne du Costa Rica)

Participation à des initiatives non gouvernementales concernant les femmes

Membre fondateur du Service d'information sur les femmes de l'Agence de presse internationale

Créée en 1992 au Costa Rica, cette organisation non gouvernementale recueille des informations sur des sujets présentant un intérêt pour les femmes et/ou concernant les femmes d'Amérique latine (y compris les femmes hispanophones des Caraïbes) et alimente diverses agences d'information du monde entier.

Membre fondateur de la Fondation genero y sociedad (Sexospécificités et société)

Créée au Costa Rica en 1993, cette organisation a pour vocation de promouvoir l'égalité des chances entre les sexes par différents moyens (recherche, formation, diffusion d'informations). Elle a, depuis, publié un répertoire annuel des organisations gouvernementales et non gouvernementales nationales et internationales qui mènent des activités en faveur des femmes dans la région de l'Amérique centrale (sept pays). Ce répertoire est mis à jour tous les ans et distribué à toutes ces organisations.

Activités menées en qualité de consultante

Consultation pour le compte de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) aux fins : a) de l'établissement d'une bibliographie rassemblant les nouvelles publications relatives à la situation générale des Costa-Riciennes et b) de la réalisation d'une étude intitulée "Étude diagnostique de la situation de l'emploi des Costa-Riciennes", touchant les incidences du programme d'ajustement structurel sur cette situation (mai-juillet 1992)

Consultation pour le compte d'un programme sous-régional PAHO/OMS concernant l'environnement et la santé dans l'isthme centraméricain et, à ce titre, recherches en vue de l'élaboration d'un projet de cadre théorique général concernant les femmes et l'environnement en Amérique centrale (avril-juin 1992)

Consultation pour le compte d'un programme régional conjoint PAHO/OMS intitulé "Les femmes, la santé et le développement", dans le cadre de recherches sur la santé des femmes au Costa Rica (février-mai 1992)

Consultation pour le compte de l'ACDI aux fins de l'élaboration d'un répertoire des organisations costa-riciennes travaillant en coopération avec des femmes sur le thème "Femmes et développement" (août-octobre 1990)

Consultation pour le compte de l'Institut interaméricain de coopération dans l'agriculture, relevant de l'Organisation des États américains, dans le cadre d'un cours sous-régional sur les femmes et la communication (mars 1990)

Consultation pour le compte de la Division de la promotion de la femme du Secrétariat de l'ONU, aux fins de l'élaboration d'une monographie consacrée à la participation des femmes à la prise de décisions concernant la paix et la sécurité au Costa Rica (février-septembre 1990)

Autres activités de consultation et entités intéressées

Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN)

Centre national de promotion de la femme et de la famille (CMF)

Assemblée législative costa-ricienne

Organisation panaméricaine de la santé/OMS (Programme concernant l'environnement et la santé dans l'isthme centraméricain et projet sur la santé intégrée pour les femmes d'Amérique centrale)

Fédération des coopératives d'Amérique centrale et des Caraïbes

Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)

Publications*

Ouvrages

Les femmes des pays d'Amérique centrale face à la crise, à la guerre et au processus de paix. Deux volumes, FLACSO/CSUCA/Université des Nations Unies pour la paix, San José, 1989 (coauteur)

Les femmes dans la prise de décisions. Monographie concernant le Costa Rica (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.91.IV.5), New York, 1991

La situation des Costa-Riciennes et leur intégration dans le développement économique et social du pays. Rapport officiel du Costa Rica à la cinquième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes, présenté par le Centre national de promotion de la femme et de la famille (CMF), San José, 1991 (coauteur)

Projet de cadre théorique général concernant les femmes et l'environnement en Amérique centrale, PAHO/HPE/Environnement et santé dans l'isthme centraméricain, San José, 1992 (auteur)

La santé des femmes d'Amérique centrale au début des années 90 : perspective sexospécifique, PAHO/OMS, San José, 1994

Les femmes d'Amérique latine : chiffres. Neuf volumes, FLACSO/Institut espagnol pour les femmes, Santiago, 1994-1997 (coauteur en qualité de directrice de recherche au Costa Rica et coordonnatrice des recherches concernant Cuba, El Salvador, (en cours de publication), le Guatemala, le Honduras (en cours de publication), le Mexique, le Nicaragua, le Panama et la République dominicaine)

* Les publications et documents énumérés ci-après sont rédigés en espagnol, bien que leurs titres aient été traduits en français pour les besoins de la présente notice biographique.

La participation des femmes à la prise des décisions concernant la paix et la sécurité, Nicaragua : 1986-1990, FLACSO, San José, 1996 (en cours de publication)

"Les femmes bâtissent l'avenir", dans América Central hacia el 2000, UNITAR/New Society, Caracas, 1989 (coauteur)

"Les femmes et la participation à la prise des décisions", dans Mujeres y poder, éditions Mujeres, San José (Costa Rica), 1996 (en cours de publication)

"La situation générale des femmes d'Amérique centrale", dans Hacia la concertación de géneros en el movimiento cooperativo, Fédération des coopératives d'Amérique centrale et des Caraïbes, San José (Costa Rica), 1992 (coauteur et éditrice)

"La participation des femmes à la prise des décisions concernant la paix au Costa Rica (1978-1990) : une affaire de pouvoir", dans La mujer latinoamericana ante el reto del siglo XXI, Instituto universitario de estudios de la mujer de la Universidad autónoma de Madrid, Madrid, 1993

"Les femmes, la population et le développement : analyse de la situation des femmes en Amérique latine et, tout particulièrement, en Amérique centrale et dans les Caraïbes", dans Cooperativismo y población, FNUAP/CCC-CA, San José (Costa Rica), 1994

"La situation générale des femmes d'Amérique centrale", dans Las juezas en Centra América y Panamá, Rivera, Tirza, éditeur, 1991. Mémoire présenté lors du séminaire intitulé "Les femmes juges en Amérique centrale et au Panama", organisé à San José du 22 au 24 mai 1991, par le Centro para la Justicia (CAJ)

Communications et rapports

"La participation des femmes à la prise des décisions et au désarmement (sécurité) : le cas du Costa Rica". Étude réalisée pour le compte de la Division de la promotion de la femme du Centre pour le développement social et des affaires humanitaires de l'Office des Nations Unies à Vienne, San José, 1990

"Répertoire des organisations travaillant avec des femmes au Costa Rica : les femmes et le développement". Établi pour le compte de l'ACDI, San José, 1990

"Étude diagnostique de la situation des femmes en Amérique centrale et au Panama". Rapport présenté à la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et à la FLACSO, San José, 1990

"Organisations travaillant en coopération avec des femmes au Costa Rica". Enquête effectuée pour le compte de la FLACSO et la Arias Foundation for Peace and Human Progress, San José, 1990

"Jeunesse et développement : la situation particulière des femmes en Amérique centrale et au Panama". Communication présentée à la Cátedra Eugenio Fonseco Tortós, Département des sciences sociales, Université du Costa Rica, San José, 1990

"La situation des femmes d'Amérique centrale dans le cadre du Programme de la PAHO sur les femmes, la santé et le développement". Communication ayant servi de texte de travail lors des cours de formation dispensés au personnel de la PAHO au Costa Rica, San José, 1990-1991

"La participation des femmes à la prise des décisions concernant la paix et la sécurité au Costa Rica", FLACSO, document de travail No 8/91, San José, 1991

"Les femmes, le travail et le développement : évaluation de la situation en Amérique latine". Communication présentée à l'occasion du séminaire intitulé "Parlamentarios y parlamentarias ante la sociedad latinoamericana del siglo XXI", organisé à San José du 2 au 6 décembre 1991 par l'Institut interaméricain des droits de l'homme et l'Assemblée législative costa-ricienne, San José, 1991

"Étude diagnostique de la situation des femmes dans l'économie costa-ricienne, 1992". Recherche réalisée pour le compte de l'ACDI, San José, 1992

Bibliographie annotée des publications récentes concernant la condition des Costa-Riciennes, établie pour le compte de l'ACDI, San José, 1992

[Original : anglais]

SAVITRI WIMALAWATHIE ELLEPOLA GOONESEKERE

(Sri Lanka)

Renseignements personnels

Date de naissance : 7 avril 1939

Adresse : 304/5 Park Road, Colombo 5 (Sri Lanka)

État civil : Mariée

Nom du conjoint : R. K. W. Goonesekere
LL.B. (Cey.), B.C.L. (Oxon)
Avocat
Cour suprême de Sri Lanka

Qualifications

LL.B. (Cey.), LL.M. Harvard
Avocate
Cour suprême de Sri Lanka

Études et titres universitaires

Bourse d'études attribuée à l'étudiant ayant obtenu les meilleurs résultats, pour la faculté des arts, Université de Colombo (1958)

"Bachelor of Laws" (avec mention très bien), Université de Ceylan, Peradeniya (1961)

Boursière Smith-Mundt Fulbright, Harvard Law School (États-Unis), 1962/63

Bourse de perfectionnement pour le personnel enseignant d'encadrement, Commonwealth Universities (1972)

Gagnante du National Literary Award pour un livre sur le droit de la famille publié à Sri Lanka en 1980

Bourse de perfectionnement de l'Association des universités du Commonwealth (1987)

Conférencière à un séminaire pour étudiants de doctorat, Centre pour l'autonomie de la femme (VENA), Université Rijks Leiden, Pays-Bas (novembre 1993)

Membre associé invité, Human Rights Programme, Harvard Law School (États-Unis) (1994)

Activités professionnelles

1963-1977	Chargée de cours, chargée de cours principale, faculté de droit, Université de Ceylan, Peradeniya/Colombo
1977-1982	Maître de conférences, faculté de droit, Université Ahmadu Bello, Zaria (Nigéria)
1982	Consultante, Division du droit et du développement, Marga Institute (Sri Lanka)
1983	Professeur de droit, Directrice du Département de droit, Open University of Sri Lanka, Nawala
1987-1990	Doyenne de la faculté des lettres et des sciences sociales, Open University of Sri Lanka, Nawala
1992-1993	Vice-Recteur par intérim, Open University of Sri Lanka (à diverses reprises au cours de cette période)
1990-1991	Chargée de recherche principale, Centre international pour le développement de l'enfant de l'UNICEF, Florence (Italie)
1992	Consultante auprès de l'OIT, Genève, pour le Séminaire régional pour l'Asie sur l'élimination du travail des enfants, New Delhi
1993	Consultante auprès du Bureau régional de l'Asie du Sud de l'UNICEF, Katmandou, pour l'Atelier régional pour l'Asie sur le travail des enfants, organisé à l'intention du personnel de l'UNICEF, Varanasi (Inde)
1992-1995	Professeur titulaire de droit, Open University of Sri Lanka, Nawala
Novembre 1995 à ce jour	Professeur titulaire de droit, University of Colombo (Sri Lanka)

Consultante auprès de l'UNICEF à Colombo, du Centre international pour le développement de l'enfant de l'UNICEF à Florence, de l'OIT à Colombo et à Genève, de la CESAP à Bangkok et de diverses institutions nationales

Publications

Ouvrages publiés

Le droit des personnes à Sri Lanka, M. D. Gunasena (1980) (Sinhala)

Le droit de l'enfant et des parents à Sri Lanka, M. D. Gunasena (Colombo, 1987)

Dans la presse

Children's Law and Justice: A South Asian Perspective (étude de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (1989) et articles sur les droits de l'enfant en Asie du Sud) (Sage Publishers, New Delhi)

En consultation avec le professeur Upendra Bakshi, professeur de droit et Vice-Recteur de l'Université de Delhi (Inde)

Monographies

"Tikiri Banda Panabokke", No V de la série de conférences "Famous Legal Personalities of Sri Lanka", Law and Society Trust (1985)

La condition juridique de la femme à Sri Lanka, M. D. Gunasena, Colombo (1980)

La Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme et le système juridique de Sri Lanka [Center for Women's Research (1991)]

Child Labour in Sri Lanka: Learning from the past [OIT, Genève (1993)]

"Women's rights and children's rights: The United Nations conventions as compatible and complementary"

International Treaties, Innocenti Occasional Papers, Child Rights Series No. 1, Centre international pour le développement de l'enfant, Florence (Italie) (1992)

A Study of Muslim Law in Sri Lanka (1992) (accepté par Muslim Women's Research and Action Group pour publication), Colombo

Articles de revues spécialisées

"Res Ipsa Loauitur" (1969), Colombo law review, p. 74

"Damage by Animals – Roman Dutch Law or Ceylon Law?" Colombo law review, p. 49 (1971)

"Dowry property and dissolution of marriage", Colombo law review, p. 1 (1972)

"Enticement and interdict", Journal of Ceylon law, p. 272 (1970)

"Some reflections on the tort of false imprisonment", Ahmadu Bello Law Journal, p. 83 (1983)

"Solemnization of marriage", Moter Sri Lanka, p. 24 (1984)

Textes de cours

Textes de cours et de mise à jour du matériel pédagogique à l'Open University of Sri Lanka (programme de la licence), 1985 à ce jour

Introduction to the Laws of Sri Lanka, modules I et II et manuel d'enseignement/guide des études

Legal method: Sources of Sri Lankan Law, texte de cours et guide des études/manuel d'enseignement

Family law: Modules I et II, cours sur la séparation matrimoniale et manuel d'enseignement

Criminal law: Module II, cours sur la violence à l'égard des femmes

Land law: Modules I et II

Coauteur

Law of Delict and Civil Damages, texte de cours, faculté des techniques de l'ingénieur, Open University

Éditrice

Éditrice de textes de cours sur le droit romain, les lois relatives aux entreprises publiques, le droit pénal (module II), le droit du travail, les lois relatives aux placements et aux dépôts

Matériel pédagogique audiovisuel

Cassettes audio, Open University of Sri Lanka: Learning the law, legal education, land law et family law

Chapitres de livres et autres publications

"Application of the personal Laws in Sri Lanka"; Milani Claude Sansoni Felicitation Volume [Colombo (1985)], p. 77

"The Impact of the United Nations Decade for Women on the legal statutes of Sri Lankan women"; Progress and Achievements of Women in Sri Lanka [Centre for Women's Research, Colombo (1985)], p. 21

"The State law and development: Sri Lanka" in Empowerment and the Law (éd. M. Schuler), Washington, OEF International (1986), p. 52

"Child prostitution in Sri Lanka", in The Exploitation of the Child, Lawasia, Sydney, Australie (1987), p. 127

"Industrialization and women workers in Sri Lanka", with H. Goonathilake, in Daughters in Industry, Kuala Lumpur, Asia and Pacific Development Centre (1988), p. 184

"The Convention on Elimination of Discrimination Against Women: Some aspects of the Sri Lankan situation", Centre for Women's Research [Colombo (1989)]

Children's Rights: The Sri Lanka Experience, China Law Society, [Beijing (1989)]

"Violence against women: a critique of some aspects of Sri Lankan law", Papers of National Convention [Colombo (1989)], Centre for Women's Research

"Legislative support for improving the economic condition of Sri Lankan women", in Women in Development in South Asia, éd. (Kanesalingam V., Macmillan India, 1989), p. 65

"Women in the family law of Sri Lanka", in Kiribamune S. et Samarasinghe V., éd., Women at the Crossroads: A Sri Lankan Perspective (Vikas, 1990), p. 153

"Colonial legislation and Sri Lankan family law: The legacy of history", in Asian Panorama, éd. de Silva K. M. Kiribamune S. et de Silva C. R. (Vikea, 1990), p. 193

"A case study — Sri Lanka", in Report of the Regional Consultation, Asia Pacific Women's Issues, Law and the Development Process, New Delhi (1989) (Kuala Lumpur, 1990), p. 78

"Worker protection and labour legislation with special reference to foreign domestic workers" in Heyzer II and others, The Trade in Domestic Workers (Asian and Pacific Development Centre, Kuala Lumpur, éd. Books Ltd., Londres et New Jersey, 1994), p. 179

"Realizing gender equity through law: Sri Lanka's experience in the post-Nairobi decade" in Facts of Change: Women in Sri Lanka 1986-1995 (Centre for Women's Research, 1995), p. 6

"Legal literacy: the Sri Lanka experience" in M. et S. Rajasingham, éd., Legal Literacy: A Tool for Women's Empowerment (UNIFEM, 1992)

"Ethnic identity and the status of women" (communication occasionnelle) (Centre international des études ethniques, 1986)

"The girl child in the Sri Lanka legal system" in S. Jayaweera, éd. Half our Future: The Girl Child (Sri Lanka University Women's Federation, 1991)

"Constitutions: state policies and broken promises (a perspective on discrimination and the girl child in South Asia)", publié dans une traduction néerlandaise in Jeugd en Samenleving, vol. 2/3 (1993), Amsterdam

"National policies on children's rights and international norms", in S. Asquith and Malcolm Hill, éd. Justice for Children (Martinus Nijhoff Publishers, 1994)

R. K. W. Goonesekere et S. Goonesekere "Conflict resolution and the contribution of a legal system: the Sri Lanka experience in D. Chandraratna, éd., Sri Lanka: The Perspectives on the Resolution of Conflict (Indian Ocean Centre for Peace Studies, University of Western Australia, Nedlands (Australie), 1993)

"Discrimination, the legal system and the girl child", in S. Jayaweera, éd., Shadows and Vistas (Centre for Women's Research, 1993)

The Best Interests of the Child: A South Asian Perspective, P. Allston, éd. (Oxford University Press, 1994)

"Gender relations law and public policy: the experience of a colonized society after independence", C. Risseau, éd. Documents de travail de conférence "Changing Gender and Kinship in Sub-Saharan Africa", Université Vena Leiden et Université de Nairobi (Kenya) (soumis pour publication, Vikas, New Delhi)

"Eliminating Child Labour: The Sri Lanka Experience" dans le rapport du Séminaire régional tripartite pour l'Asie sur l'éducation, l'application des lois et le travail des enfants, New Delhi, 1991 (Genève, OIT, 1992)

International and Regional Conventions: Recomendations and Processes and the Employment of Children. Rapport de l'Atelier régional pour l'Asie sur le travail des enfants, Katmandou, UNICEF (1994), Varanasi (1993)

"The Attorney General and the Constitution", Human Rights Lecture Series (Sarvodaya, 1995)

Rapports établis à l'intention d'institutions nationales, internationales et régionales

Report on Reforms in Sri Lanka Law on Family Support. Law Reform Commission (Sri Lanka, 1988)

Maternal Nutrition and Health Status of Women Plantation Workers: Perceptions of the Sri Lanka Legal System (Centre international des études ethniques, 1988)

Creating Legal Awareness Among Women in Sri Lanka: A Case Study, CESAP, Bangkok (1989)

Child Rights: A Case Study of Sri Lanka (Centre international pour le développement de l'enfant, UNICEF, Florence, 1990)

Child Labour and Domestic Service (OIT, 1992)

Sexual Harassment and the Law in Sri Lanka, Genève (OIT, 1993)

"Women Work and Child Rights in South Asia: Conflicting Interests or Complementary Strategies", document présenté au Third Innocenti Global Seminar: Women Work and Child Care (Centre international pour le développement de l'enfant, UNICEF, Florence, 1992)

The Status of Women and Nairobi's Forward Looking Strategies: A Study of the Asia Pacific Region, Bangkok (CESAP, 1994)

Documents de travail de conférence et textes de conférences publiques non publiés

"Dowry: the law and social policy", communication faite à la Royal Asiatic Society, Colombo (1987)

"Continuing legal education in Sri Lanka", International Conference on Distance Education, Oslo, Norvège, 1988

"Legal education in Sri Lanka", avec G. L. Pieris, South Asia Law Dean's Conference, Colombo (1989)

"The roman dutch law in Sri Lanka: an evaluation". Conférence sur le thème "The Future of Roman Dutch Law in Sri Lanka", Netherlands Association and the Bar Association of Sri Lanka, 1990

"Liability for profesional negligence", National Convention of the Sri Lanka Bar Association, 1990

"Family relations in Sri Lanka: legal concepts and social realities". Conférence sur Changing Family Patterns and Gender Roles in South Asia, Centre for Women's Development/UNESCO, New Delhi, 1990

"Some policies on nationality, domicile and personal status in the South Asian region and international standards". Law Asia Conference, 1993, Family Law Series, 58, p. 11

Appartenance à des comités nationaux — Sri Lanka

Membre du Comité national sur les droits de la femme, créé en vertu de la Charte des droits de la femme (1993)

Membre du Comité national sur les droits de l'enfant, créé en vertu de la Charte des droits de l'enfant (1992)

Membre de la Commission des bourses universitaires (1994)

Appartenance à des comités officiels — Sri Lanka

Membre du Comité permanent sur les humanités et les sciences sociales de la Commission des bourses universitaires (1990 à ce jour). Présidente depuis 1995

Membre du Comité consultatif, Centre des droits de l'homme, Université de Colombo

Membre du Comité de recherche du Conseil des études, Conseil de l'enseignement du droit (1992)

Membre du Comité des réformes de l'enseignement du droit, nommée par le Ministre de la justice (1984)

Membre du Comité des droits de la personne, nommée par le Ministre de la justice (1984)

Membre du Comité technique du Ministère de la réadaptation chargé de proposer des réformes des lois relatives à la maltraitance et à l'emploi des enfants (a établi un rapport; propositions de réforme de loi acceptées par le Cabinet pour des projets de loi, 1995)

Membre du Conseil d'administration, Open University Council (1987-1991, 1992-1993)

Appartenance à des comités régionaux et internationaux

Membre du Comité d'experts sur l'enfance, Association sud-asiatique de coopération régionale (ASARC) (1991 à ce jour)

Membre du Comité consultatif extérieur, Centre international pour le développement de l'enfant, Florence, Italie (1992 à ce jour)

Membre du Groupe d'experts chargé de l'étude des programmes, National Law School of India University, 1995

Présidente du Comité sur le féminisme, Association du droit international, Royaume-Uni (1992 à ce jour)

Membre du Law Asia Standing Committee on Legal Education (1993 à ce jour)

Membre du Comité consultatif du Comité d'action internationale pour les droits de la femme Asie-Pacifique (depuis 1995)

[Original : anglais]

SUNARYATI HARTONO

(Indonésie)

Renseignements personnels

Date et lieu de naissance : Medan, 7 juin 1931

Adresse : Jalan Maleo Blok JG 11 No 8
Bintaro Jaya Sektor 9
Jakarta Selatan
(Indonésie)

Études

Faculté de droit, Université de l'Indonésie (1955)

Diplôme d'études universitaires supérieures, University College, London University (Conflit de lois et droit comparatif), diplômée en 1962

Docteur en sciences juridiques (Ph.D.), Padjadjaran University, Bandung (1972)

Certificat de l'Academy of American and International Law, Southern Legal Foundation, Dallas, Texas (1976)

Cours d'études supérieures : International business and comparative conflict of laws, Economic International law, Southern Methodist University, Dallas, Texas (1980)

Universitaire invitée Southern Methodist University, Dallas, Texas (1980)

Cours d'été, Park School of Comparative and International Law, Université Columbia, sur :

- Les échanges commerciaux Est-Ouest
- L'enseignement juridique clinique, 1981

Activités professionnelles

Présidente du Conseil d'administration de la Fondation Winaya Dharma (depuis 1997)

Directrice de l'Agence pour la réforme législative, Ministère de la justice de la République d'Indonésie (1988 à ce jour)

Professeur de droit économique et de méthodes de recherche interdisciplinaire, Padjadjaran State University, Bandung (1964 à ce jour)

Professeur sur le conflit des lois et de droit économique, Parayangan Catholic University, Bandung (1964 à ce jour)

Professeur de droit économique international, Padjadjaran State University (Institut de hautes études) (1980 à ce jour)

Professeur de droit du développement économique et des institutions juridiques, et de Capita Selecta of Economic Law, Institut de hautes études, Université d'Indonésie (1980 à ce jour)

Professeur de droit du développement et des institutions juridiques, et de Capita Selecta of Economic Law (Diponegoro University) (1980-1988)

Expérience

1994 à ce jour	Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, ONU, New York
1993-1996	Présidente du Département du droit économique, Faculté de droit, Padjadjaran State University, Bandung (Indonésie)
1980-1992	Présidente, Department of Legal and Social Development, Faculté de droit, Padjadjaran State University, Bandung (Indonésie)
1974-1980	Directrice du Research Center for Legal Development and Technology, Faculté de droit, Padjadjaran State University, Bandung (Indonésie)
1964 à ce jour	Professeur (premier cycle et hautes études) de droit économique, conflit des lois, méthodes de recherche juridique, droit comparatif et droit international économique, à la Faculté de droit, Padjadjaran State University, Bandung (Indonésie)
1974-1988	Consultante pour les questions juridiques, P.T. Industri Telekomunikasi Indonesia (INTI) Persero, Bandung (Indonésie)
1980 à ce jour	Professeur de droit (Institut de hautes études), "Évolution du droit et constitutions juridiques" et Capita Selecta of Economic Law, Université d'Indonésie
1981 à ce jour	Liste d'arbitres de l'American Arbitration Association, New York
1980 à ce jour	Liste d'arbitres, AALCC Arbitration Centre, Kuala Lumpur
1982 à ce jour	Liste d'arbitres, AALCC Arbitration Centre, Le Caire
1958-1964	Avocat en exercice à Surabaya et Bandung

1956-1958 Première femme nommée juge dans l'Est de Java, Country Court (Pengadilan Negeri) à Malang, (Java oriental)

1951-1955 Assistance bibliothécaire, Faculté de droit, Université d'Indonésie

Activités liées à des organisations et autres

Cofondatrice et membre du Conseil d'administration, Association juridique de l'ANASE

Présidente du Comité permanent d'enseignement juriddique de l'ALA (1982-1992)

Correspondante d'UNIDROIT, Rome (1985 à ce jour)

Conseil de rédaction du Padjadjaran law journal, Faculté de droit, Université de Padjadjaran

Conseillère du "Hukum Nasional", revue de droit de l'Agence nationale de réforme législative, Ministère de la justice

Membre du Comité ad hoc, cadre de développement juridique, Association des avocats indonésiens (PERSAHI), Jakarta

Présidente du Comité indonésien pour la coopération en matière juridique avec les Pays-Bas (1988-1992)

Membre consultatif "Economic Law and Improved Procurement Systems" (1983 à ce jour)

Membre du projet de développement du droit économique, Coordinating Ministry of Economic, Financing and Development Supervision (1993 à ce jour)

Membre du Comité des droits de l'homme, projet de recherche de la Banque mondiale sur l'évolution du droit en Indonésie (1995)

Présidente du Conseil d'administration de la Fondation Winaya Dharma (depuis 1997)

Présidente du Business Institute of Law and Education (depuis 1997)

[Original : anglais]

ROSALYN E. HAZELLE

(Saint-Kitts-et-Nevis)

Renseignements personnels

Mère de cinq enfants

Pays : Saint-Kitts-et-Nevis

Diplômes et postes occupés

1990	Certificat d'aptitudes à la médiation et à l'arbitrage du Centre de formation continue — Université de Toronto, Toronto (Canada)
1979	Maîtrise de sociologie — Université York, Toronto (Canada)
1976	Licence de travail social — Université York, Toronto (Canada)

Poste actuel

Depuis 1995	Directrice de la condition de la femme — Ministère de la santé et de la condition de la femme (Saint-Kitts-et-Nevis) Coordonne, planifie, supervise et évalue toutes les activités du Ministère (en particulier, suit les mesures et programmes concernant la condition de la femme mis en oeuvre par le Gouvernement et les organisations non gouvernementales)

Participation à des grandes conférences

Sessions et réunions

Septembre/ octobre 1997	Chef de la mission d'enquête au Venezuela chargée d'examiner le programme destiné aux mères adolescentes et aux enfants sans abri (Venezuela)
Septembre 1997	Chef de délégation à la conférence de l'OIT sur l'amélioration du statut et des conditions de travail des employés de maison dans les Caraïbes, Jamaïque
Août 1997	Chef de la délégation CARICOM/CEPALC/UNIFEM à la rencontre sur la suite donnée à la Conférence de Beijing, Georgetown (Guyana)
Février 1997	Chef de délégation à la réunion sur la formation des formateurs concernant la participation des femmes au développement, Bombay (Inde)

Avril 1997	Chef de délégation à la première conférence régionale sur la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social, Sao Paulo (Brésil)
Novembre 1996	Chef de délégation à la vingt-cinquième assemblée des délégués de la Conférence des Ministres de l'OEA, Washington (États-Unis)
Octobre/novembre	Déléguée à la Conférence ministérielle des Caraïbes sur l'élimination de la pauvreté (CEPALC). Port of Spain (Trinité-et-Tobago)
Octobre 1996	Chef de délégation au Séminaire chargé d'examiner le plan régional d'action de la CARICOM concernant la suite donnée à la Conférence de Beijing jusqu'à l'an 2000 en matière d'égalité des sexes et de justice, Saint-Vincent
Juillet/août 1996	Chef de délégation de la Commission interaméricaine des femmes de l'OEA à la réunion sous-régionale sur l'élimination de la pauvreté et les femmes aux postes de responsabilité, Sainte-Lucie
Avril 1996	Chef de délégation à la mission d'enquête chargée d'examiner le programme de coopération dans les domaines de la violence à l'égard des femmes, des micro-entreprises et des femmes dans la protection de l'environnement (Argentine)
Mars 1996	Chef de délégation à la Commission de la condition de la femme, New York
Octobre 1995	Chef de délégation à la réunion sous-régionale OEA/CIF et UNIFEM sur la violence à l'égard des femmes et la participation des femmes aux postes de direction et à la prise de décisions, Port of Spain (Trinité-et-Tobago)
Septembre 1995	Déléguée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing

Autres postes occupés

1991-1994	Vice-Présidente de la Commission de révision de l'aide sociale de l'Ontario, Ministère des services sociaux et communautaires (Canada)
1988-1991	Membre de la Commission de révision des loyers de l'Ontario, Ministère du logement (Canada)
1985-1988	Membre de la Commission de révision psychiatrique de l'Ontario (Canada)
1980-1987	Consultante à la Clinique juridique communautaire Jane-Finch
1978-1984	Membre du Comité consultatif sur l'Association des immigrantes

Activités au sein de comités ou organisations

Fondatrice	Association "Voices That Care: Stop Rape, Child Molestation and Domestic Violence"
Administratrice	Comité des femmes de l'Union des syndicats de Saint-Kitts-et-Nevis
Présidente	Commission ministérielle sur le retour à l'école des mères adolescentes
Membre	Comité national sur les politiques relatives à la santé et à la préparation à la vie familiale
Vice-Présidente	Comité national sur le VIH/sida
Présidente	Comité des organismes mixtes s'occupant des infractions sexuelles, de la violence familiale et de la maltraitance des enfants
Présidente	Association pour l'information, l'éducation et la communication sur le VIH/sida

[Original : anglais]

ROSARIO G. MANALO

(Philippines)

Sous-Secrétaire d'État aux relations économiques internationales

Chef de la délégation philippine à la réunion de hauts fonctionnaires de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC)

Coordonnatrice au Ministère des affaires étrangères des questions touchant la participation des femmes au développement

Études

Diplômes de droit et de diplomatie de l'Université des Philippines

Carrière diplomatique

1994-1997 Ambassadrice des Philippines en Suède, en Norvège, au Danemark, en Finlande et en Estonie, Lettonie et Lituanie

1990-1994 Ambassadrice des Philippines en France et au Portugal et déléguée permanente des Philippines auprès de l'UNESCO

1988-1990 Détachée à l'UNESCO comme conseillère au Cabinet du Directeur général

1985-1987 Ambassadrice des Philippines en Belgique et au Luxembourg

1984-1986 Présidente de la Commission de la condition de la femme de l'ONU

1979-1987 Ambassadrice des Philippines auprès de la Communauté économique européenne (CEE)

Participation, en tant que déléguée ou chef de la délégation philippine, à diverses conférences et réunions bilatérales, aux travaux de l'ONU, de l'APEC, de l'ANASE et de la Communauté européenne et à diverses réunions concernant la condition de la femme (voir plus loin sous la rubrique "Membre/Chef/ Conseillère...")

Postes occupés dans des organismes nationaux et internationaux

Coordonnatrice au Ministère des affaires étrangères des questions concernant la participation des femmes au développement, 1997

Représentante du Ministère des affaires étrangères à la Commission nationale sur le rôle des femmes philippines, 1997

Membre de la Commission nationale sur le rôle des femmes philippines, 1975-1986

Membre de la Fédération internationale des femmes juristes

Membre du Cercle des juristes philippines

Membre de la section de Manille de ZONTA Philippines

Titres et distinctions

Décorations

1994 Ordre national du mérite, grade de Grand Officier

1988 Ordre du Roi Léopold, grade de Commandeur

Titres universitaires honorifiques

1985 Doctorat en droit, Université Centro Escolar de Manille

Doctorat de lettres classiques, College of New Rochelle, Westchester, New York

Récompenses

1993 The Diamond Award for Excellency in the Legal Profession, Portia Sorority de l'Université des Philippines

1986 Award of Recognition for Outstanding Contribution to Progress and Stability as a Woman Lawyer, Cercle des femmes juristes

1985 The Woman Helping Woman Award, 1984-1985, Association soroptimiste des Philippines

1983 The Outstanding Professional Award in International Relations, Association des anciens élèves de l'Université des Philippines

1983 The Republic Day Award for International Understanding, Assemblée civique des femmes philippines

1977 The Ten Outstanding Women in the Nation's Service (TOWNS) Award for excellence in Diplomacy, Jaycees Philippines

Langues étrangères

Très bonne connaissance du tagalog, de l'anglais, de l'espagnol et du français

Membre/Chef/Conseillère de la délégation philippine

Conférences des Nations Unies et autres conférences sur les femmes

1997 Négociatrice à la troisième réunion des hauts fonctionnaires organisée en vue de la réunion ministérielle de l'APEC sur la condition de la femme qui se tiendra à Manille en 1998

Réunion du Comité international de planification organisée en vue du Sommet mondial des femmes de 1998, 13 septembre 1997, Ottawa

Réunion du Women Leaders' Network (WLN), 13-16 septembre 1997, Ottawa

Dialogue régional entre femmes chefs d'entreprise, hauts fonctionnaires et ONG/milieux universitaires, 14-15 août 1997, Bangkok

1996 Vice-Présidente de la délégation philippine au Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, 27-31 août 1996, Stockholm

1984 Réunion intergouvernementale régionale préparatoire (CESAP) à la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix

Conférences organisées dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour la femme

1995 Co-présidente de la délégation philippine à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing

Présidente du Groupe des 77 et de la Chine à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing

1985 Présidente du Comité chargé des stratégies prospectives d'action à la Conférence régionale et internationale, Conférence mondiale sur les femmes, Nairobi

Présidente des consultations organisées en vue de la Conférence, Nairobi

Vice-Présidente de la délégation philippine à la Conférence mondiale sur les femmes, Nairobi

Présidente de la Commission de la condition de la femme de l'ONU constituée en organe préparatoire de la Conférence mondiale de 1985, troisième session, Vienne, et à la reprise de la session, New York

1984 Présidente de la Commission de la condition de la femme de l'ONU constituée en organe préparatoire de la Conférence mondiale de 1985, deuxième session, Vienne

Présidente de la Commission de l'ONU sur l'octroi du statut consultatif aux réunions régionales préparatoires de la CESAP, Tokyo, et de la CEPALC, La Havane

Observatrice de la Commission de la condition de la femme au séminaire régional de la Commission interaméricaine des femmes de l'Organisation des États américains, Vienne

Observatrice des Philippines au Séminaire interrégional de l'ONU sur les femmes rurales, Vienne

Conseillère de la délégation philippine lors de la trente-neuvième session de l'Assemblée générale, chargée des questions relatives aux femmes à la Troisième Commission, New York

Représentante des Philippines à la trentième session ordinaire de la Commission de la condition de la femme constituée en organe préparatoire de la Conférence mondiale de 1985, Vienne

1982 Chef de la délégation des Philippines à la Conférence sur les femmes et l'apartheid, Bruxelles

1978 Déléguée suppléante des Philippines à la deuxième session préparatoire de la Conférence mondiale de la mi-décennie sur les femmes, Vienne

1975 Membre de la délégation philippine à la première Conférence mondiale sur les femmes, Mexico

Présidente de la réunion préparatoire de l'ANASE en vue de la conférence mondiale sur les femmes, Mexico

Chef de la délégation philippine au Séminaire sur l'intégration des femmes au développement et à la Réunion des femmes dirigeantes de l'ANASE, Jakarta

[Original : anglais]

MIRIA MATEMBE

(Ouganda)

Renseignements personnels

Situation de famille : Mariée, quatre enfants

Expérience professionnelle : 19 années

Adresse

C/O Action for development
P.O.BOX 16720
KAMPALA - OUGANDA
Téléphone : 532311, télécopie : 530460/530412
Adresse électronique : acfode@imul.com

Études

Licence en droit, Université Makerere, Kampala (1973-1976)

Diplôme supérieur de jurisprudence, Law Development Center, Kampala (1976-1977)

Certificat (formation des formateurs), Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, Arusha (1989)

Certificat (gestion et planification du développement), Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ESAMI)

Certificat (droits fondamentaux des femmes), Autriche (1993)

Préparation d'une maîtrise de droit et développement, Université de Warwick, Royaume-Uni, 1996/1997

Fonctions officielles

Chef de la délégation officielle au Congrès mondial des femmes à Moscou (1987)

Directrice de l'Office des textiles de Nyanza (1987-1989)

Chef de la délégation officielle à la quatrième Conférence régionale africaine sur l'intégration des femmes au développement et l'application des stratégies d'Arusha, Abuja, 1989

Membre de la Commission de la condition de la femme, Vienne, 1990-1992. Chef de la délégation nationale auprès de l'Union interparlementaire, Canberra, 1993

Publications

"How far the women of Uganda have gone in realising their rights", Dialogue (Association K.U.L.U. Femmes et développement, Danemark)

Déclaration faite au nom de l'Organisation des femmes africaines, publiée dans la Charte africaine de la participation populaire au développement

"Uganda Women's Participation in the Constitutional Reform Process", in Women Law and Development in Africa (WILDAF)

"WILDAF: Origins and issues" (OF International)

"Strategies for Increasing Women's Political Participation", Look at the World Through Women's Eyes (Forum des ONG sur les femmes à Beijing, 1995)

"General Principles of the Draft Constitution", In Search of Freedom and Prosperity: Constitutional Reform in East Africa

Communications présentées à des conférences, ateliers et séminaires

"Rights of Women, Children and the Disabled under the Institution of Ombudsman", document présenté lors de la Conférence régionale sur les médiateurs, Arusha, 1990

"Uganda Women's Participation in the Constitution Reform Process", document présenté lors du Séminaire régional sur les femmes, le droit et le développement, Harare, 1989

"Integration of Women in Development and Implementation of Arusha Strategies: a Case for Uganda", Conférence régionale, Abuja, 1989

"Joining forces to further shared visions", discours d'ouverture du sixième Forum international de l'Association of Women in Development, Washington, octobre 1993

"Women and the Constitution Making Process in Uganda", Afrique du Sud

"The Organization Machinery of Women's Initiatives in Uganda, Problems and Challenges", Allemagne, mai 1993

"Participation of Women in the Democratization Process in Uganda", Danemark, juin 1993

International Visitor Programme du United States Information Service (USIS), États-Unis, 1991

"Perspective on the Problems and Aspirations of Women: The African Situation in 1994", Canada

"Gender and Democracy in Africa", document présenté lors d'un atelier organisé pour la Mission USAID à Washington, juillet 1995

"Strengthening the Dialogue between Government and Civil Society: An Integrated Approach to Development, Human Rights and Democracy", document présenté lors d'un atelier organisé par le Secrétariat du Commonwealth, Sri Lanka, juin 1995

"Strategies to increase women's participation in politics and governance", document présenté lors de la réunion plénière du Forum des ONG, Beijing, septembre 1995

Postes occupés

Actuellement

Parlementaire (depuis 1989). Adoption des lois et présentation au Gouvernement de la situation et des problèmes rencontrés dans la circonscription électorale

Dans le passé

Substitut du Procureur de la République, Ministère de la justice (1979). Rédige les conclusions du ministère public en cas de pourvoi devant la Haute Cour, examine les dossiers de police et présente des avis au chef du Parquet sur les affaires en instance

Maître assistante (droit) au Uganda College of Commerce (1979-1983). Enseigne les principes généraux du droit et le droit commercial aux étudiants du niveau postsecondaire

Maître de conférence (droit et anglais) au Chartered Institute of Bankers, Kampala (1983-1989). Enseigne les principes généraux du droit, le droit bancaire et l'anglais commercial aux employés de banque préparant le certificat d'études bancaires; prépare et note les examens

Membre de la Commission constitutionnelle ougandaise (1989-1992). Informe la population sur la réforme constitutionnelle dans le pays, recueille et analyse les avis de la population et aide à rédiger le projet de constitution et rapport constitutionnel

Déléguée à l'Assemblée constituante. Examine et promulgue la nouvelle constitution ougandaise

Note : Vient d'être réélue députée de la circonscription de Mbarara.

A représenté l'épouse du Chef de l'État, Mme Janet Museveni, à plusieurs reprises : en 1989, au Minnesota, et en 1995, à la réunion des Premières dames africaines, tenue à Beijing pour examiner le rôle que les intéressées pourraient jouer dans le règlement des conflits en Afrique.

A représenté Mme Janet Museveni en 1996 à la onzième Conférence internationale sur le Sida à Vancouver (Canada).

Fonctions exercées au sein d'organisations

Ancienne présidente d'Action for Development (ACFODE)

Membre de l'Association ougandaise des femmes juristes

Membre de la Uganda Law Society

Membre du Conseil d'administration du Réseau des femmes africaines pour le développement et la communication

Membre de l'Association des femmes diplômées de l'Université

Secrétaire du Conseil national des femmes

Membre du Comité des droits de l'homme de l'Union interparlementaire

Fondateur et membre de Women in Law and Development in Africa (WILDAF)

[Original : anglais]

MAVIVI LILLIAN YVETTE MYAKAYAKA-MANZINI

(Afrique du Sud)

Renseignements personnels

Adresse : P.O. BOX 15
Cape Town 8000

Tél. : (011) 642 2647 (Domicile)
(021) 685 7526 (Domicile)
(021) 462 4619 (Bureau)

Date de naissance : 19 Janvier 1956

Lieu de naissance : Alexandra (Johannesburg)

Situation de famille : Mariée en 1980
Divorcée en juin 1995
Mère d'un enfant âgé de 12 ans

Études

Certificat d'études primaires (six matières), Leresche Higher Primary School, Orlando (Johannesburg), 1969

Certificat d'études secondaires, Bankuna High School, Letaba (Tzaneen), 1972

Diplôme de fin d'études, Lemana High School, Elim (Louis Trichardt), 1974

Deux années d'études en vue de l'obtention d'une licence de sciences sociales à l'University of the North en 1975 et 1976, matières principales : sciences sociales, psychologie et sociologie

Licence de sciences politiques, sociologie et études sur le développement à l'University of Zambia, 1979

Maîtrise, études sur le développement, sujet de spécialisation : les femmes et le développement, à l'Institut d'études sociales de La Haye, 1989

Expérience professionnelle

1980-1988 Employée à temps complet au département de la publicité et de l'information et à la section des questions féminines de l'African National Congress, éditrice de "Voice of Women"

1990-1992	Dirigeante politique à temps complet de la ligue féminine de l'ANC
1992-1994	Directrice de recherche pour le projet de recherches sur la parité entre les sexes au Centre for Applied Legal Studies de l'University of Witwatersrand (Wits)

Fonctions officielles

Membre et coprésidente du Comité consultatif sur la parité de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA)

Membre fondateur de la Women's National Coalition

1981-1995	Membre du Comité national exécutif de la ligue féminine de l'ANC
1993-1994	Membre de l'équipe de négociation constitutionnelle de l'ANC
1993-1994	Membre du Conseil d'administration de l'organisation des politiques foncières et agricoles

Membre du Comité exécutif national de l'ANC depuis 1995 et Secrétaire du Comité constitutionnel

Représentante au Parlement depuis avril 1994. Responsable de la discipline du Parti de l'ANC au Parlement de 1994 à 1996. Fonction actuelle : conseillère parlementaire du Vice-Président exécutif

[Original : français]

ERNEST NJARA

(Madagascar)

Renseignements personnels

Date et lieu de naissance : Né vers 1950 à Mangaika, Firaisana de Vohimasina, Fivondronana de Manakara-Fianarantsoa

Situation de famille : Marié, père de quatre enfants

Établissements fréquentés

1956-1962	École primaire publique Ambato-Vohimasina
1962-1964	Cours moyen Vohimasina
1964-1971	Lycée Manakara
1971-1975	Faculté de droit d'Antananarivo

Diplômes universitaires et autres

Doctorat d'État en droit

Diplôme de l'Institut d'études judiciaires, Faculté de droit d'Antananarivo

Certificat de fin de stage à l'École nationale de la magistrature (ENM) de Paris

Attestation de formation en management public délivrée par l'École nationale d'administration publique (ENAP) de Québec (Canada)

Grade ou emploi

Professeur à la Faculté de droit, Université de Fianarantsoa, Madagascar

Fonctions successivement remplies

Postes techniques

Judiciaires

1976-1978	Juge d'instruction près le tribunal de première instance de Farafangana

1978-1980	Président de la section de tribunal de Vatomandry
1980-1982	Juge d'instruction près le tribunal de première instance de Fianarantsoa
1982-1985	Vice-Président près ledit tribunal
1985-1992	Conseiller à la formation de contrôle de la Cour suprême, Antananarivo
Novembre-mars 1996	Avocat général à la Cour suprême, Antananarivo

Enseignement

1982-1984	Vacataire à l'établissement d'enseignement supérieur de droit à Fianarantsoa
1985-1989	Vacataire à l'établissement d'enseignement supérieur de droit, économie, gestion et de sociologie (EESDEGS) à Ankatso, Antananarivo
1993	Vacataire à l'École nationale d'administration de Madagascar (ENAM) (filière administration pénitenciaire)
1995-1996	Vacataire à l'Institut national pédagogique à Mahamasina, Antananarivo
Avril 1997 à ce jour	Enseignant à la Faculté de droit de Fianarantsoa

Recherches

1992	Le Fihavanana, parution, Revue Droit et Cultures, édition l'Harmatan
1993	Le Dinan'ny Fandriampahalemana, ou chartes de la sécurité publique, édition l'Harmatan
1994	Le nom chez les Malgaches de religion traditionnelle (édition l'Harmatan)
1995	Le droit successoral malgache (édition l'Harmatan)
1996	La Profanation de sépultures
1997	Philosophie du droit; droit, morale et justice

Postes politiques

1989-juillet 1993	Conseiller technique au Ministère de la population
Mars 1992 à novembre 1993	Directeur de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée au Ministère de la justice
Novembre 1993 au 3 octobre 1996	Directeur des ressources humaines au Ministère de l'éducation nationale
Mars 1997 à ce jour	Ministre de la population et de la solidarité

Mission à l'extérieur

Représentant de Madagascar à une réunion internationale appelée à élaborer un texte sur l'adoption internationale — La Haye (Pays-Bas), 1992-1993

[Original : anglais]

MAMOSEBI THERESIA PHOLO

(Lesotho)

Renseignements personnels

Date de naissance : 13 septembre 1950

Lieu de naissance : Thaba-Tseka (Lesotho)

Situation de famille : Mariée

Études

Études primaires

Paray Primary School, Thaba-Tseke, 1959-1966

Études secondaires

St. James Secondary School, 1967-1969

St. Monica's High School, 1970-1971

Études supérieures

National University of Lesotho

- Diplôme de droit, 1982-1984
- Licence de droit (B.A.Law), 1985-1988
- Maîtrise de droit (LLB), 1988-1990

Expérience professionnelle

Secteur privé

Water and Sewage Authority (Compagnie nationale des eaux et des égouts) :

1996 à ce jour Directrice générale (par intérim)

1993 à ce jour Secrétaire exécutive

Lesotho Telecommunications Corporation :

1991-1993 Secrétaire exécutive

Secteur public

1988-1991 Conseillère de la Couronne — Section civile, Law Office of the Government of Lesotho

1980-1988 Procureur

1977-1980 Interprète

1972-1977 Secrétaire

Formation

1996 Élaboration de la structure et négociation des accords officiels en vue des projets d'infrastructure, Washington
Durée : trois semaines

1996 Formation de formateurs à la parité, Nairobi
Durée : une semaine

1994 Le droit international et les droits fondamentaux des femmes, Kampala
Durée : trois semaines

1993 Atelier de formation aux méthodes de recherche, à la collecte d'information et à l'établissement de rapports, Vienne
Durée : deux semaines

1992 Les questions de parité dans les pays en développement, Amsterdam
Durée : trois semaines

1991 Atelier de formation sur les femmes, la parité entre les sexes et le développement, Harare
Durée : trois mois

Conférences internationales et rapports présentés

1993 Conférence sur la violence contre les femmes (La Haye) :
Présentation d'un rapport sur la violence contre les femmes au lesotho

1993 Conférence mondiale sur les droits de l'homme (Vienne) :
Présentation d'un rapport sur la perspective du Lesotho concernant les droits fondamentaux des femmes

1992 Conférence sur les droits des femmes (Harare) :
Présentation d'un rapport sur les effets de la culture et de la tradition sur les droits des femmes en Afrique

1994 Conférence de Dakar sur les femmes :
Présentation d'un document sur l'infanticide féminin en Afrique australe, dans le cadre des préparatifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing

1995 Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, coprésidente de la délégation d'ONG :
Présentation d'un rapport sur les femmes et l'environnement pour le Lesotho

Affiliations professionnelles

Membre de la Law Society of Lesotho

Membre de la Fédération internationale des femmes juristes

Secrétaire générale du Lesotho Human Rights Alert Group (LHRAG)

Membre du Comité exécutif sur les femmes et le développement en Afrique

Coordinatrice du projet de promotion de l'indépendance politique des femmes au Lesotho (WOPEL)

Fonctions spéciales occupées à ce jour au sein de l'Administration

Membre de la Commission chargée de la réforme judiciaire

Membre du Comité consultatif pour la privatisation

Membre de l'Équipe spéciale nationale chargée de l'élaboration des politiques en faveur de la parité entre les sexes au Lesotho

Coordinatrice — Étude du statut minoritaire des femmes (projet de réforme judiciaire)

Coordinatrice — Rapport initial du Lesotho sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

[Original : français]

EUGÉNIE NAKPA POLO

(Togo)

État civil

Date de naissance : Née le 16 novembre 1956

Lieu de naissance : Kandé (Togo)

Situation matrimoniale : Célibataire

Adresse : 92, rue Fazao, Cité de l'union (Sito)
B.P. 10048-LOMÉ

Téléphone : (228) 25-13-27 (domicile)
(228) 22-10-37 ou 21-30-53 (service)

Télécopie : (228) 21-19-73

Formation, études et spécialisation

Lycée de Sokodé

Université du Bénin

Université de Lille II

1978	Baccalauréat série B
1982	Licence en droit, option carrières administratives
1983	Maîtrise en droit, option carrières administratives (Thème de mémoire : Les sociétés d'État au Togo)
1984	Diplôme d'études approfondies de science administrative (Thème de mémoire : Analyse du système juridique des emprunts des collectivités locales et établissements publics et la globalisation mises en place par la Caisse de dépôt et de consignation)
1989	Doctorat nouveau régime en droit public (mention très honorable) (Thème : Administration et sous-développement au Togo)

Expérience professionnelle

1990-1992	Chef du personnel au C.H.U. — CAMPUS Chargée d'enseignement à la faculté de droit (Université du Bénin)
1992-1993	Directrice de la protection et de la défense des droits de l'homme au Ministère des droits de l'homme
1993 à ce jour	Directrice générale des droits de l'homme au Ministère des droits de l'homme et de la réhabilitation

Participation à plusieurs séminaires et conférences sur les droits de l'homme et au processus de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing)

Participation à un séminaire de perfectionnement sur la rédaction des rapports nationaux sur les droits de l'homme tenu à Bordeaux du 7 au 21 octobre 1994

Coordonnatrice nationale du projet TOG/95/AH/18

Langue

Anglais (lu et écrit)

Autres activités

Informatique (notion de traitement de textes)

Monitrice de langue (1980-1983), cours de français aux volontaires du Peace Corps (États-Unis)

Cuisine, lecture, footing

[Original : anglais]

ROOKMEENEE NARAINAMAH RAMANA NARAYEN

(Maurice)

Renseignements personnels

Date de naissance : 15 avril 1941

Adresse : 11 avenue Osman, Quatres Bornes, Maurice

Téléphone : (230) 454-9833 (Domicile)
(230) 212-6973 (Bureau)

Études et expérience professionnelle

1970	Diplôme d'avocat, Lincoln's Inn (Angleterre)
1975	Juge de première instance
1981	Juge d'instance intermédiaire
1984	Juge, Tribunal du travail
1989	Juge de la mise en état et juge-commissaire
1993	Juge auprès de la Cour suprême (première femme juge nommée à la Cour suprême mauricienne)

Autres activités

Membre à vie de l'Association mauricienne du planning familial

Membre du Comité de lutte contre la discrimination sexuelle (Maurice)

Participante aux journées de travail sur les droits de l'homme tenues en Inde, en 1994

Avocate depuis toujours de l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes à Maurice

Participante au cours sur les droits des femmes organisé en France en 1981

Participante au cours de formation de 1997 sur les procédures internationales relatives aux droits de l'homme en vue de la promotion et de la protection des femmes en Afrique, organisé par le Centre d'études africain sur les droits de l'homme et la démocratie

[Original : espagnol]

ZELMIRA MIREYA EMILSE REGAZZOLI

(Argentine)

Renseignements personnels

Pays : Argentine (Santa Rosa, La Pampa)

Mariée, quatre enfants et deux petits-enfants

Études et diplômes

Doctorat en sciences politiques, Université Columbia, New York, 1983

Professeur d'histoire et de géographie, faculté de sciences humaines, Université de La Pampa, Argentine, 1970

Fonctions actuelles

Sous-Secrétaire aux droits de l'homme et de la femme, Ministère argentin des relations extérieures, du commerce international et du culte, depuis 1989

Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de la République argentine depuis 1989

Fonctions occupées dans le domaine des droits de la femme

Participation au Programme national de démocratisation de la culture (PRONDEC)

Représentante devant la Commission interaméricaine des femmes (CIM) de l'Organisation des États américains (OEA) depuis 1989

Représentante de l'Argentine auprès de la Commission de la condition de la femme de l'Organisation des Nations Unies (ONU) depuis 1989

Représentante personnelle du Président de la République aux sommets des épouses de chefs d'État ou de gouvernement depuis 1992

Présidente du Bureau de la CEPALC, responsable des questions relatives à l'intégration des femmes en Amérique latine et aux Caraïbes, depuis 1994

Depuis 1995, responsable nationale du suivi des questions relatives aux femmes et à la pauvreté, dans le cadre du Sommet des Amériques

Membre du Conseil national de la femme et du Conseil fédéral de la femme depuis 1996

Action en faveur des droits de la femme

Présidente de la Commission spéciale chargée de donner suite à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, depuis 1995

Première Vice-Présidente du bureau de la Conférence mondiale sur les femmes (Beijing, 1995)

Chef de la délégation argentine à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing, 1995)

Présidente de la sixième Conférence régionale sur l'intégration des femmes au développement économique et social dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (Mar del Plata, Argentine, 1994)

Présidente du Centre national de coordination des préparatifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, 1993-1995

Présidente de la CIM, 1992-1994

Vice-Présidente de la CIM, 1990-1992

Activités dans le domaine des droits de l'homme

Chef de la délégation argentine auprès de la Commission des droits de l'homme (ONU), 1990-1993 et depuis 1997

Représentante de l'Argentine auprès de la Commission des droits de l'homme, 1990-1993 et depuis 1997

Représentante de l'Argentine à la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies depuis 1989

Membre du bureau de la Conférence régionale sur l'intégration des femmes au développement économique et social dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, depuis 1989

Représentante de l'Argentine à l'Assemblée générale de l'OEA depuis 1989

Représentante de l'Argentine auprès du Comité des droits de l'homme, pour la présentation des rapports périodiques en 1990 et 1995

Représentante de l'Argentine auprès du Comité contre la torture, pour la présentation du premier rapport périodique (1989)

Agent du Gouvernement argentin auprès de la Cour interaméricaine des droits de l'homme depuis 1995

Présidente de la délégation argentine à la réunion régionale préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (San José de Costa Rica, 1993). Élue Première Vice-Présidente du bureau du Comité préparatoire exécutif pour la Conférence

Représentante adjointe de la République argentine, Conférence mondiale sur les droits de l'homme (Vienne, 1993)

Membre du cabinet de conseillères présidentielles, élue en 1993

Expérience professionnelle en Argentine

Représentante officielle de la province de La Pampa, 1994

Conseillère au Sénat, 1985-1989

Initiatives dans le domaine des droits de la femme

Coauteur des dispositions constitutionnelles faisant de 11 instruments relatifs aux droits de l'homme des normes ayant rang constitutionnel en Argentine

Lorsqu'elle était Vice-Présidente de la CIM, a joué un rôle décisif dans les consultations et les réunions d'experts chargés de rédiger le projet de convention contre la violence à l'égard des femmes

Sous sa présidence à la CIM, a fait adopter et approuver la Convention interaméricaine sur la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre la femme

Postes occupés dans l'enseignement

Professeur titulaire de la chaire d'histoire contemporaine I et II à l'Université nationale de La Pampa, 1971-1976

Professeur d'histoire et de géographie, système national d'enseignement secondaire, 1958-1976

Membre des organismes suivants

Fundación para el Desarollo Integrado Argentino (DIA)

Programme national de démocratisation de la culture (PRONDEC)

Conseil national de la femme — Directrice

Commission nationale d'application du droit international humanitaire

Commission pour l'éligibilité des réfugiés

Fundación Para las Américas

Fundación Argentina de la CIM-OEA

Distinctions et récompenses

Deuxième prix municipal de Santa Rosa (Les fonctions urbaines de la ville de Santa Rosa, 1989)

Prix "La Mujer Argentina", Asociación Bancaria Nacional, 1990

Invitée d'honneur de la ville de Cartagena de Indias (Colombie), 1992

Analyse de la problématique hommes-femmes dans les politiques publiques, Santa Lucía, Panama, 1993

Prix "Voz para la vida", Comisión Nacional de Jóvenes de Acción Católica Argentina (décembre 1995)

Prix de la femme d'Amérique latine à la trente-troisième Convention annuelle des chambres de commerce hispaniques des États-Unis (New York, 1995)

Invitée d'honneur de la ville de Quito (1996)

Publications

Cartas de luna llena, 1997

Marcela Porco: historia de un rescate (éd. Antares) (sous presse)

El pozo del olvido (Antares, 1997)

Las Relaciones entre Argentina y Estados Unidos (Eudeba, 1991)

Diez años de democracia por 100 años más (Eudeba, 1993)

Derechos del Niño — Declaración de La Plata, 1989. Su debate y aprobación

Journaliste internationale d'El Argentino, accréditée auprès du Sénat, 1985

Journaliste internationale Latin News, New York (États-Unis), 1983-1985

Correspondante aux États-Unis de Hechos e Ideas, 1983-1984

Collaboration permanente avec l'hebdomadaire Impacto, New York (États-Unis), 1982-1983

Collaboratrice du Noticiero Argentino, New York (États-Unis), 1982-1983

365 Días de Exilio (Bembo, New York, 1981)

Correspondante de la revue Hechos e Ideas, 1974-1985

Correspondante de la revue Mujeres con Mayúsculas, 1974

El Riego y su importancia decisiva para la economía de Mendoza, 1972

"El Charolais en la Pampa", Don Marcelino Rouco, La Arena, 1970

"La extracción de la sal en la Colorada Grande", monographie, Centro de Investigaciones Geográficas (Pampeanas, 1969)

El teatro Griego : Eurípides, la Mujer en la obra de Eurípides (Pampeanas, 1966)

Rédactrice à la revue Cultura Pampeana, 1957-1970

[Original : anglais]

CARMEL SHALEV

(Israël)

Expérience professionnelle

Élaboration des politiques, Association pour les droits civils en Israël

Depuis 1995	Conseillère juridique auprès du Ministère israélien de la santé
Depuis 1994	Expert membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (ONU)
Depuis 1988	Professeur associé, faculté de droit, Université de Tel-Aviv
1994-1995	Conseillère auprès du Ministère de la santé en ce qui concerne la loi sur le système national d'assurance maladie
1991-1994	Juriste hors classe, Ministère israélien de la justice
1991-1994	Coordinatrice, Commission israélienne chargée de la question de la fécondation in vitro
1988-1990	Avocate, cabinet privé (droits de l'homme et de la femme), Tel-Aviv
1989-1990	Membre du Conseil d'administration de l'Association pour les droits civils en Israël
1988-1990	Conseillère juridique auprès de l'Organisation pour la promotion des femmes dans le sport (LACHEN)
1987-1988	Avocate au cabinet Tyler, Cooper and Alcorn, New Haven, Connecticut (États-Unis)
Mars 1995	Consultante, Bureau régional pour l'Europe de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), à Copenhague
Automne 1984	Professeur invité, Yale College, New Haven, Connecticut (États-Unis)
1980-1982	Maître assistante, faculté de droit, Université hébraïque, Jérusalem
1978-1979	Assistante du Vice-Président de la Cour suprême d'Israël (Jérusalem), Moshe Landau

Études

Faculté de droit de Yale, maîtrise de droit (LLM) en 1983 et doctorat de droit (JSD) en 1989

Faculté de droit de l'Université hébraïque, licence de droit (LLB) en 1979 et maîtrise de droit (LLM) en 1984

Inscription au barreau

1986 État du Connecticut, deuxième circonscription fédérale des États-Unis

1980 Israël

Ouvrages

Women's Status in Israeli Law and Society (Schocken, 1995) avec F. Radday et M. Liban-Kobi

Birth Power: The Case for Surrogacy (Université Yale, 1989)

Autres publications

Les mères porteuses — Aspects juridiques et normatifs des grossesses non traditionnelles (sous la direction de A. Ben-Zeev et S. Almog) (HaKibbutz HaMeuhad, 1996) (en hébreu)

Women in Israel: Fighting Tradition, dans Women's rights, Human Rights (sous la direction de J. Peters et A. Wolper) (Routledge, 1995) 89

De l'égalité, de la différence et de la discrimination sexuelle, dans Sefer Landau, vol. 2 (sous la direction de A. Barak et E. Mazuz) (Boursi, 1995) 893 (en hébreu)

Principaux aspects du rapport de la Commission chargée de la question de la fécondation in vitro, 4 Hamishpat, 36 (1995) (en hébreu)

Le droit en matière de reproduction et le droit individuel à la procréation dans Le statut de la femme israélienne dans le droit et la société (sous la direction de F. Radday, C. Shalev et M. Liban-Kobi) (Schocken, 1995) 593 (en hébreu)

La liberté en matière de mariage et de cohabitation, dans Le statut de la femme israélienne dans le droit et la société (ibid.), 459 (en hébreu)

La justice au sein de la famille et le principe de l'égalité entre les sexes, 2 Hamishpat 21 (1994) (en hébreu)

Israel: The President of the State, dans Heads of State — A Comparative Perspective (Constitutional Centenary Foundation, 1993 Australie) p. 39

Collective Punishment in the West Bank and the Gaza Strip (B'Tselem, 1990)

The Price of Insurgency: Civil Rights in the Occupied Territories (projet de base de données sur la Rive occidentale, 1988)

Artificial Reproduction — Report on a Consultation and Research Findings, (Bureau régional pour l'Europe de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 1986)

"A man's right to be equal: the abortion issue", 18 Israel law review, 391 (1984)

"A method of legal inquiry, 16 Israel law review, 329 (1982)

[Original : anglais]

CHIKAKO TAYA

(Japon)

Études

1969	Université de Tokyo (relations internationales)
1970	Université de Tokyo (droit)
1974	Institut de droit dépendant des cours suprêmes (formation juridique)
1976	Universtié de Paris II

Expérience professionnelle au niveau international

1995	Membre de la mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en Macédoine
1993-1996	Membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels
1987-1990	
1993	Membre de la délégation japonaise, Conférence mondiale sur les droits de l'homme (Vienne)
1988	Administrateur principal, Ship for ASEAN Youth
1983-1986	Chef de la délégation japonaise, conférences internationales en vue de l'élaboration de la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone
1985	Membre de la délégation japonaise au septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (Milan)

Au niveau national

Depuis 1996 Procureur, Bureau du Procureur général de Tokyo :

- Responsable de la planification de la restructuration du Parquet
- Responsable de la direction et du suivi des cours de formation à l'intention des fonctionnaires

Depuis 1993 Professeur à l'Institut de hautes études sur la coopération internationale à l'Université de Kobe :

— Cours sur la coopération internationale en vue de la promotion des droits de l'homme et la protection de l'environnement

1993-1996 Procureur, bureau du Procureur de district de Tokyo :

— Chargé des enquêtes sur les crimes contre l'environnement commis notamment par de grandes sociétés

— Responsable également de la formation des fonctionnaires du Ministère de la justice travaillant dans le domaine de la protection de l'environnement (air, mers, forêts et autres ressources naturelles)

1992-1993 Chef du service de recherche de l'institut dépendant du Ministère de la justice, responsable de la mise en forme finale d'un projet de loi relatif à la lutte contre le crime par le biais de la coopération internationale, y compris l'adoption d'instruments juridiques internationaux, la conclusion de traités d'extradition et la promulgation de lois punissant le blanchiment de l'argent

1988-1991 Conseiller, Cabinet du Premier Ministre :

— A organisé et suivi la Conférence internationale sur les tendances de l'opinion publique

— A dirigé un programme de recherche sur l'opinion publique dans plusieurs pays

— S'est rendu dans les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) en qualité de directeur de programme en vue de la promotion de l'entente et de l'amitié entre les jeunesses des pays membres de l'ANASE et le Japon

1986-1988 Conseiller juridique, Bureau des affaires criminelles :

— Responsable de l'élaboration du texte des lois émanant du Bureau des affaires criminelles

1983-1986 Attaché juridique, Bureau chargé des questions relatives aux Nations Unies, Ministre des affaires étrangères :

— Chef de la délégation japonaise aux conférences internationales sur l'élaboration de la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone

— Conseiller pour les mesures à prendre en vue de la ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Publications

1986	Commentaires concernant la Convention pour la protection de la couche d'ozone (Tokyo, Yuhikaku)
1989	Aspects juridiques de la coopération internationale (Tokyo, Yuhikaku)
1994	L'aide publique au développement et la promotion des droits de l'homme et de l'environnement (Tokyo, Yuhikaku)
1995	La coopération internationale au service de la réduction de la pollution (Tokyo, Nihon-Hyoronsha)
1995	Historique de l'aide publique au développement au Japon (Tokyo, Kokusaimondai Kenkyusha)
1995	Perspectives d'avenir pour l'aide publique au développement japonaise (Tokyo, Yuhikaku)
1996	Méthodes d'enquête sur les crimes contre l'environnement (Tachibanashobo)
1996	La Macédoine, un pays situé sur un volcan : la quête pour la paix et la coexistence (Tokyo, Toshi Shuppan)